

SOLVENCY AND FINANCIAL CONDITION REPORT

Rapport Narratif Solvabilité 2

2021 ✓



Sommaire

SYNTHÈSE	4
A. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS	8
A.1 Activité	8
A.1.1 Périmètre	8
A.1.2 Présentation générale	8
A.2 Performance associée aux portefeuilles de contrats	9
A.3 Performance associée aux activités de placements	9
A.4 Autres produits et charges	11
B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE	12
B.1 Information générale sur le système de gouvernance	12
B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance.....	12
B.1.2 Informations relatives à la politique de rémunération.....	19
B.2 Exigences de Compétence et d'Honorabilité	20
B.2.1 Dispositions du Groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité	21
B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité	22
B.3 Système de gestion des risques	23
B.3.1 Dispositif de gestion des risques	23
B.3.2 Dispositif ORSA.....	24
B.4 Système de contrôle interne	25
B.5 Fonction audit interne	27
B.5.1 Principe général.....	27
B.5.2 Missions de la Fonction audit interne	27
B.6 Fonction actuarielle	28
B.6.1 Travaux de la Fonction Actuarielle de l'entité	28
B.7 Sous-traitance	29
B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du Groupe	29
B.7.2 Périmètre	29
B.7.3 Relation entre le Groupe et les filiales	29
B.7.4 Cas des activités critiques ou importantes	30
C. PROFIL DE RISQUES	31
C.1 Introduction	31
C.2 Risque de souscription	31
C.2.1 Exposition aux principaux risques	31
C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	32
C.2.3 Principales concentrations	32
C.2.4 Sensibilités	32
C.2.5 Risque de marché	32
Exposition aux risques.....	32
C.2.6 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	33
C.2.7 Concentration	34
C.2.8 Sensibilités	34
C.3 Risque de contrepartie	35
C.3.1 Exposition aux risques	35
C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	36
C.4 Risque de liquidité	36
C.4.1 Exposition aux risques	36
C.4.2 Sensibilités	37
C.5 Risque opérationnel	37
C.5.1 Exposition aux risques	37
C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	37
C.5.3 Sensibilités	38
C.6 Autres risques significatifs	38
C.6.1 Exposition aux risques	38

C.6.2	Principales techniques de gestion et de réduction du risque	38
C.6.3	Autres événements majeurs.....	39
D.	VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ	40
D.1	Introduction	40
D.1.1	Principes généraux de valorisation	40
D.1.2	Opérations en devises.....	40
D.1.3	Compensation des actifs et des passifs	41
D.1.4	Utilisation de jugements et estimations dans la préparation du bilan prudentiel	41
D.2	Actifs	42
D.2.1	Actifs incorporels et frais différés	43
D.2.2	Immobilisations corporelles	43
D.2.3	Instruments financiers	44
D.2.4	Actifs d'impôts différés	45
D.2.5	Trésorerie et équivalents de trésorerie	45
D.3	Provisions techniques	45
D.3.1	Synthèse des provisions techniques	45
D.3.2	Principes de valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité	46
D.3.3	Segmentation	47
D.3.4	Comptabilisation initiale.....	47
D.3.5	Principes généraux d'évaluation de la meilleure estimation (BE).....	47
D.3.6	Marge de risque (Risk Margin)	49
D.4	Autres passifs	50
D.4.1	Provisions et passifs éventuels	50
D.4.2	Provisions pour retraite	51
D.4.3	Passifs financiers.....	51
D.4.4	Méthodes de valorisation alternatives.....	51
E.	GESTION DES FONDS PROPRES.....	52
E.1	Fonds propres	52
E.1.1	Politique de gestion des fonds propres	52
E.1.2	Fonds propres disponibles	52
E.1.3	Fonds propres éligibles	55
E.2	Capital de solvabilité requis (SCR).....	56
F.	ANNEXES – QRTs.....	58

SYNTHÈSE

Suite à l'entrée en vigueur de Solvabilité 2 au 1er janvier 2016, et plus spécifiquement dans le cadre du Pilier 3 de la directive relative à la diffusion d'information au public, le rapport « Solvency and Financial Conditions Report » (SFCR) de Spirica, filiale à 100 % du Groupe Crédit Agricole Assurances (CAA), rend compte de l'exercice écoulé sur l'année 2021.

Le SFCR de Spirica consiste à apporter une vision d'ensemble des activités d'assurance en environnement Solvabilité 2. Ce rapport décrit l'activité de l'organisme, son système de gouvernance, son profil de risque et complète la remise des états quantitatifs annuels, en donnant notamment des informations sur les méthodes de valorisation utilisées, ainsi que des précisions sur la gestion du capital. Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration de Spirica.

Activités et résultats

Spirica est une compagnie d'assurance-vie, qui conçoit des solutions en assurance-vie et capitalisation, adaptées aux attentes de ses partenaires distributeurs et de leurs clients. Spirica ne distribue pas ses contrats en direct aux particuliers : la commercialisation des contrats s'effectue via les partenaires distributeurs de Spirica.

Avec un chiffre d'affaires total 2021 de 1 474 961 milliers d'euros, soit 19,3 % de plus qu'en 2020, Spirica poursuit sa croissance tout en consolidant son modèle d'activités, dans un contexte économique qui reste difficile, et face à un environnement de taux durablement bas (voire négatifs).

Spirica poursuit également la diversification de son mix-produit à travers une réorientation de sa collecte nette vers les unités de compte (UC), et le développement de ses activités/produits.

En 2020, Spirica a développé une gamme de nouveaux produits (Croissance Allocation Long Terme et Fonds euro Nouvelle Génération - dont la garantie du capital est réduite à hauteur des frais [2,3 % maximum]). Il a été commercialisé à partir de septembre 2020 en parallèle de la fermeture à la commercialisation des anciens fonds euro. Ces évolutions ont été réalisées dans l'objectif d'adapter son business model à la situation actuelle de taux bas (voire négatif).

Ce développement s'est appuyé sur l'adaptation de Spirica aux changements juridiques et réglementaires intervenus ces quatre dernières années :

- En 2021 : Avec l'entrée en application des premières dispositions du règlement européen (SFDR ou « Disclosure ») sur la transparence en matière de durabilité dans le secteur des services financiers : transparence de la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales, transparence de la politique d'investissement et sur les produits distribués, intégration des objectifs de durabilité des clients du marché cible et sensibilisation par l'assureur des distributeurs sur les facteurs de durabilité du produit, Spirica a mis en place un plan de mise en conformité à cette réglementation et de mise à disposition des informations nécessaires.

Avec la loi relative à la déshérence des contrats d'épargne-retraite supplémentaire qui instaure un dispositif par lequel les assureurs, doivent transmettre annuellement des données concernant ces contrats au Groupement d'intérêt public Union retraite, en vue de la mise à disposition de ces informations sur le service en ligne dédié à l'information de toute personne concernant ses droits à la retraite. Spirica met en œuvre des actions pour assurer la mise à disposition de ces informations et ce point fait l'objet d'un suivi régulier.

- En 2020, avec les dispositions prises pour faire face à la pandémie de Covid 19 et à la situation sanitaire en découlant : rachats exceptionnels sur les contrats Madelin, tenue des réunions des organes d'administration et assemblées générales par voie de visio-conférence. La mise en place de la réglementation européenne sur la Durabilité est également en cours et se poursuivra sur 2021.
- En 2019, avec la loi Pacte qui prévoit les dispositifs suivants : harmonisation et promotion des régimes d'épargne/retraite avec simplification des dispositifs (Perp, Perco, Madelin, PER notamment), portabilité au cours de la carrière et sortie en capital possible, nouveaux supports d'investissement en assurance-vie intégrant un fonds de solidarité, de financement de la transition énergétique et écologique ou d'investissement socialement responsable, simplification et plus grande lisibilité de l'Euro-croissance. Spirica a mis en place différents projets d'intégration de cette réglementation dans ces principaux dispositifs et mis en marché plusieurs PER individuels.
- En 2018, avec PRIIPs (Packaged Retail Investment and Insurance-based Products) et la DDA (Directive sur la Distribution d'Assurances), deux nouvelles réglementations qui ont porté plus particulièrement sur la distribution des produits d'assurance. PRIIPs vise à améliorer l'information précontractuelle des produits financiers via un document unique d'information contenant l'intégralité des caractéristiques et informations d'un produit. La DDA complète ce dispositif par une meilleure protection des consommateurs et une harmonisation des règles nationales en matière de distribution des produits d'assurance. Afin d'intégrer ces changements réglementaires, Spirica a conduit un ensemble de projets portant notamment sur l'information client, la gouvernance produits et la prévention des conflits d'intérêts.

Au plan comptable, la mise en place d'IFRS 17 « Contrats d'assurance » dont l'application est prévue au 1^{er} janvier 2023, en remplacement de la norme provisoire IFRS 4. Spirica, après la mise en œuvre en 2018 d'IFRS 9, norme de comptabilisation des instruments financiers appliquée par Spirica avec l'approche par superposition (ou approche *overlay*), se prépare à cette nouvelle norme afin de permettre un traitement homogène entre les activités de banque et d'assurance au sein du Groupe Crédit Agricole S.A. (CASA), tout en prenant en compte les spécificités de l'assurance.

Par ailleurs, les nouvelles technologies numériques et la digitalisation des processus conduisent Spirica à davantage se protéger contre les risques de cybercriminalité. Les enjeux de protection des données (application du Règlement Général de Protection des Données – RGPD), et l'industrialisation du traitement de celles-ci, nécessitent de maintenir le plus haut niveau d'exigence de maîtrise des risques liés aux systèmes d'information, et à garantir la continuité de l'activité. Compte tenu de l'évolution continue des cybermenaces, Spirica s'inscrit en outre dans tous les programmes de renforcement de la sécurité, supervisés par le Groupe Crédit Agricole.

Cette capacité à poursuivre une dynamique de croissance, tout en s'adaptant aux évolutions de l'environnement, permet à Spirica de suivre, avec solidité, le plan moyen terme à l'horizon 2022, lancé en juin 2019 par le Groupe CASA.

Conformément à la directive Solvabilité 2, Spirica couvre son besoin réglementaire en capital (capital minimum requis pour faire face aux aléas inhérents à l'activité d'assurance, et pour garantir les engagements vis-à-vis des assurés). À fin 2021, son ratio prudentiel Solvabilité 2 atteint 189 %.

Afin de renforcer de façon durable ses réserves et préserver les intérêts de ses clients sur le long terme, Spirica maintient le niveau de sa Provision pour Participation aux Bénéfices (PPB). À fin 2021, la PPB s'élève à 80 342 milliers d'euros, soit 1,4 % des encours en euros.

Système de gouvernance

Spirica s'est dotée d'un système de gouvernance adapté à ses activités, en adéquation avec ses différents métiers et ses modalités de pilotage.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société, veille à leur mise en œuvre et assume la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la directive Solvabilité 2. Le Conseil d'administration est en lien avec le Directeur Général et les responsables des quatre fonctions clés. Les dirigeants effectifs de Spirica sont le président de son Conseil d'administration et son Directeur Général.

Ce système de gouvernance contribue à la réalisation des objectifs stratégiques de Spirica et garantit une maîtrise efficace de ses risques compte tenu de leur nature, de leur ampleur et de leur complexité.

Profil de risque

Les principaux risques de Spirica sont les risques de marché et de souscription vie, liés aux activités d'épargne et de retraite de la société. Compte tenu du profil de risque de Spirica, la formule standard s'avère adaptée au calcul du besoin en capital de Spirica. Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance, si une déviation par rapport au cadre de gestion courante se produit.

Valorisation du bilan prudentiel

Le bilan prudentiel du Groupe CAA est arrêté au 31 décembre.

Le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

- Les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- Les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Dans la plupart des cas, les normes IFRS permettent une valorisation à la juste valeur conforme aux principes de Solvabilité 2. Cependant, certaines méthodes de valorisation telles que le coût amorti ne peuvent être retenues pour la réalisation du bilan économique.

Gestion des fonds propres

Spirica a mis en place une politique de gestion des fonds propres qui s'inscrit dans la politique définie au niveau du Groupe Crédit Agricole Assurances, et s'intègre dans le cadre d'appétence au risque Groupe. Cette politique définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres ainsi que le processus de financement en lien avec le Groupe CAA.

Conformément à l'arrêté ministériel relatif aux fonds excédentaires en assurance-vie paru au Journal Officiel du 28 décembre 2019, et aux instructions de l'ACPR relatives à cet arrêté, Spirica a comptabilisé dans ses fonds propres Solvabilité 2 la valeur économique de la PPB admissible.

Spirica couvre son besoin réglementaire en capital principalement par des fonds propres de niveau 1. Au 31 décembre 2021, le montant des fonds propres éligibles de Spirica s'élève à 555 056 milliers d'euros et le besoin en capital (SCR) à 293 855 milliers d'euros. Aucune mesure transitoire n'a été retenue par Spirica pour le calcul de son ratio de solvabilité, à l'exception de la clause de « grand-père » des dettes subordonnées.

Ainsi à fin 2021, les ratios relatifs à la solvabilité de Spirica sont de :

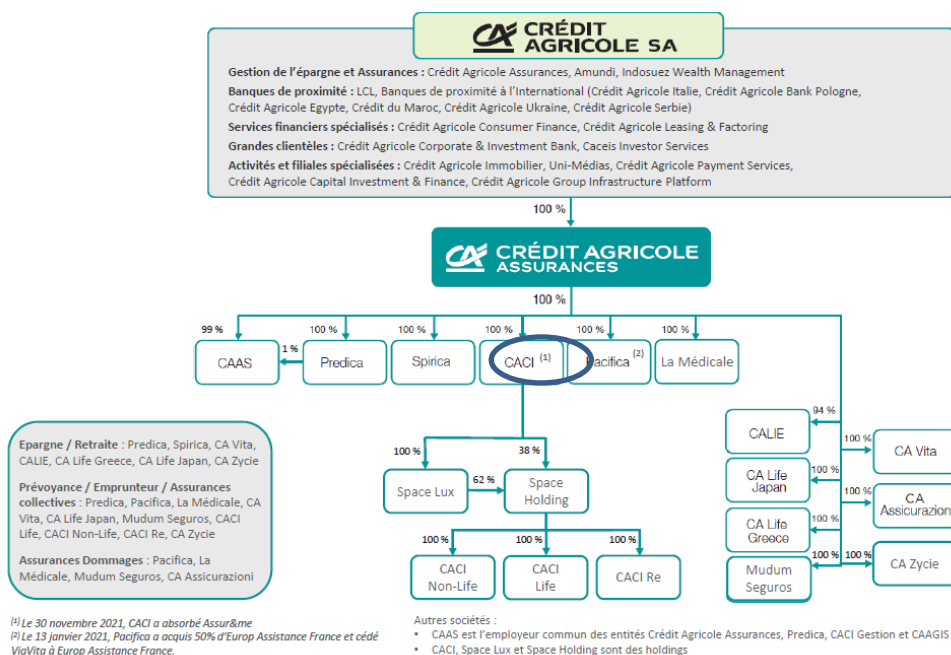
- 189 % pour le Solvency Capital Requirement (SCR) ;
- 355 % pour le Minimum Capital Requirement (MCR).

A. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

A.1 Activité

A.1.1 Périmètre

Spirica, société anonyme française au capital de 231 045 milliers, dont le siège social se situe au 16-18 boulevard de Vaugirard à Paris et qui est administrée par un Conseil d'administration, est une filiale d'assurances détenue à 100 % par le Groupe Crédit Agricole Assurances (Groupe CAA).



Le 1er février 2022, Crédit Agricole Assurances a signé un accord avec Generali pour la cession de La Médicale. La réalisation de cette transaction reste soumise à l'obtention des autorisations des autorités réglementaires et de la concurrence compétentes.

Spirica est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) sise au 4, place de Budapest à Paris.

Spirica est auditée par les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit sis au 63 rue de Villiers à Neuilly-sur-Seine et Ernst and Young et Autres sis dans la Tour First, 1 place des Saisons à Courbevoie.

A.1.2 Présentation générale

Spirica est une compagnie d'assurance-vie française, qui conçoit des solutions en assurance-vie adaptées aux attentes des clients de ses partenaires distributeurs. Spirica ne distribue pas ses contrats en direct aux particuliers : la commercialisation des contrats s'effectue via les partenaires distributeurs de Spirica.

Spirica propose des produits d'assurance-vie multisupports ainsi que des contrats dédiés à la retraite (contrat Madelin, PER).

A.2 Performance associée aux portefeuilles de contrats

La performance de souscription vie illustrée dans les tableaux ci-dessous, présentée en lignes d'activité selon le référentiel Solvabilité 2 ne comprend pas les produits financiers dont la performance sera développée dans la partie A.3 Performance des activités de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2021			
	Épargne Euro	Epargne UC	Réassurance acceptée (Euro)	Total
Primes émises brutes	655 416	819 545	-	1 474 961
Primes acquises brutes	655 416	819 545	-	1 474 961
Sinistres bruts	435 123	192 663	10 626	638 412
Variation des autres provisions techniques brutes	(366 729)	(946 019)	9 696	(1 303 052)
Dépenses engagées (hors frais de placement)	49 882	75 170	664	125 716

(en milliers d'euros)	31/12/2020			
	Épargne Euro	Epargne UC	Réassurance acceptée (Euro)	Total
Primes émises brutes	585 399	650 480	-	1 235 879
Primes acquises brutes	585 399	650 480	-	1 235 879
Sinistres bruts	415 650	136 652	5 362	557 664
Variation des autres provisions techniques brutes	(53 845)	(649 164)	4 925	(698 084)
Dépenses engagées (hors frais de placement)	45 508	57 451	675	103 634

A.3 Performance associée aux activités de placements

Bilan de l'exercice 2021

Environnements macro-économiques et de marchés

Après une année 2020 marquée par une crise économique inédite et bien que l'épidémie de COVID-19 ait de nouveau dominé l'actualité de l'année, 2021 a signé le retour de la croissance économique. Les progrès de la vaccination ont permis une normalisation graduelle de l'activité, quoiqu'à des rythmes très variables suivant les pays, et non sans épisodes temporaires de nouvelles restrictions liées à la pandémie. L'effet cumulé du rétablissement de la demande et d'une offre perturbée a porté, presque partout, l'inflation à des niveaux très élevés. En fin d'année, les grandes banques centrales

des économies avancées ont annoncé un allègement progressif de leurs mesures de soutien, celles des économies émergentes ayant déjà durci leurs politiques monétaires.

Sur le plan économique, en Europe, après un premier trimestre sévèrement impacté l'épidémie et ses conséquences, un redressement très net du climat économique s'est opéré grâce à la réouverture de nombreux secteurs, rendus possibles notamment grâce aux progrès de la vaccination. En fin d'année, la remontée des contaminations et les incertitudes liées au variant Omicron ont finalement entraîné un nouveau ralentissement de l'activité. Les perturbations des chaînes industrielles mondiales, la forte hausse des prix de l'énergie, des effets de base et la forte demande générée par la réouverture de l'économie ont généré une très forte hausse de l'inflation dans l'ensemble de la zone. Le marché du travail s'est également amélioré malgré l'allègement des dispositifs de soutien. Dans ce contexte, la BCE, qui a maintenu une attitude très accommodante, a annoncé en fin d'année l'ajustement, de son arsenal monétaire en 2022.

L'économie américaine a également connu en 2021 une très forte reprise, suivant toutefois une trajectoire irrégulière, face à l'évolution des contaminations au Covid-19. L'année a été marquée par d'importantes difficultés d'approvisionnement en produits intermédiaires, du fait des perturbations et goulets d'étranglement dans les chaînes industrielles mondiales, générant des tensions sur les prix. Le marché du travail a continué de se redresser, tandis que le climat des affaires est resté porteur. La Réserve Fédérale, après avoir maintenu une attitude accommodante, a annoncé en fin d'année la réduction progressive de ses achats d'actifs.

Dans les pays émergents, les gouvernements ont multiplié les mesures de soutien, l'amélioration de la conjoncture dans les économies avancées générant des retombées positives. L'inflation a fortement accéléré au second semestre du fait d'une demande domestique robuste et des perturbations des chaînes mondiales d'approvisionnement. Les banques centrales n'ont pas eu d'autre choix que d'augmenter rapidement leurs taux directeurs, contrairement à leurs homologues des pays avancés. En Chine, la priorité a été donnée à des objectifs davantage structurels que conjoncturels, via le durcissement de la réglementation de plusieurs secteurs, afin notamment d'augmenter la part des travailleurs dans le partage du revenu national et de contenir la hausse des inégalités sociales.

L'euphorie boursière a gagné les indices des pays développés en 2021, permettant à la plupart d'entre eux d'atteindre de nouveaux sommets. L'apparition de nouveaux variants et les problématiques liées à l'inflation auront induit quelques moments de volatilité au sein d'une tendance très porteuse pour les marchés actions en 2021. À noter toutefois, une divergence marquée entre les indices des pays développés et les marchés émergents, qui ont notamment souffert de la hausse du dollar, des annonces d'un moindre soutien de l'économie chinoise et de son durcissement réglementaire sans précédent. Sur les marchés obligataires, l'année 2021 a été marquée par une forte hausse des taux souverains. Les investisseurs, puis les banquiers centraux ont fortement revu à la hausse leurs anticipations de hausse des taux face aux pressions inflationnistes et à la forte reprise de l'activité économique.

Dans ces conditions, les produits financiers générés par les investissements des activités de SPIRICA s'élèvent à 270,1 M€, en augmentation de +10,2 M€ par rapport à 2020.

Les tableaux ci-dessous illustrent les produits des placements nets de charges (y compris dividendes) tels que comptabilisés dans les états financiers statutaires (comptes sociaux) pour les années 2021 et 2020 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021	31/12/2020
Revenus des participations	3 788	4 629
Revenus des placements immobiliers	90 177	70 211
Revenus des autres placements	118 723	135 352
Autres revenus financiers (commissions, honoraires)	-	-
Sous Total Revenu des placements	212 688	210 192
Autres produits des placements	31 746	3 021
Profits provenant de la réalisation des placements	25 672	46 711
TOTAL PRODUITS DES PLACEMENTS	270 106	259 924
Frais financiers (commissions, honoraires, intérêts et agios...)	(8 220)	(16 328)
Autres charges des placements	(18 180)	(8 964)
Pertes provenant de la réalisation des placements	(10 099)	(48 431)
TOTAL CHARGES DES PLACEMENTS	(36 499)	(73 723)
REVENUS FINANCIERS DES PLACEMENTS	233 607	186 201

A.4 Autres produits et charges

L'essentiel des autres produits et charges est composé par l'impôt et par les charges financières liées aux titres de dettes subordonnées.

B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1 Information générale sur le système de gouvernance

L'organisation générale de Spirica est articulée autour :

- D'un Conseil d'Administration et d'une Direction Générale ;
- D'un fonctionnement hiérarchique de la Société (directions, services, équipes) ;
- D'un fonctionnement transverse Société et Groupe assuré par des comités ;
- D'un fonctionnement sous forme de lignes métiers Groupe (Direction des Risques, Direction Conformité, Direction des Finances, Direction Juridique).

Certaines fonctions sont mutualisées au niveau de la holding CAA, en particulier : la Direction des Investissements, la Direction de la Communication Corporate, la Direction de l'Audit, et la Fonction Actuarielle.

B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance

B.1.1.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration de Spirica, société d'assurance-vie spécialisée dans la conception de produits d'assurance-vie-épargne sur-mesure, est composé au 31 décembre 2021 de cinq membres.

Membres du Conseil	Fonction au sein du Conseil	Date de nomination
Jean-Jacques DUCHAMP	Administrateur et Président du Conseil d'Administration	Administrateur ; 28.12.2010 (renouvelé 17.06.2016) — Président 18.12.2015 (renouvelé 17.06.2016)
Daniel COLLIGNON	Administrateur et Directeur Général	28.12.2010 (renouvelé 17.06.2016)
Marie-Pierre GONTARD	Administrateur	28.12.2010 (renouvelé 17.06.2016)
Philippe DUMONT	Administrateur	29.11.2019 (ratification AG 10.06.2020)
Henri LE BIHAN	Administrateur	18.09.2019

Il se réunit aussi souvent que les intérêts de la société le nécessitent et au moins trois fois par an. Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Dans la limite de ses pouvoirs, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il établit et approuve les différents rapports exigés. Il valide également les politiques. Le Conseil peut procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires. Le Conseil d'Administration assume la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la Directive Solvabilité 2. Le Conseil veille à ce que soit réalisée une évaluation interne des risques et de la solvabilité. Le Conseil est responsable de l'efficacité du système de gouvernance des risques en fixant l'appétence et les limites de tolérance au risque, en approuvant la politique principale de gestion des risques de la société.

À ce titre, il fixe la stratégie et approuve l'organisation générale de la société, son système de gouvernance et de gestion des risques ainsi que son dispositif de contrôle interne. Il s'assure qu'ils sont adaptés à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques des opérations et les contrôle à intervalles réguliers afin qu'ils garantissent une gestion saine et prudente de l'activité. Il est ainsi

impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus par la société, dans la fixation des limites et est régulièrement informé de leur respect. Il s'assure que le système de gouvernance des risques mis en place au niveau de la société exerce une gestion intégrée, cohérente et efficace.

Le Conseil est en lien avec la Direction Générale et les responsables des fonctions clés.

Le Conseil entend directement les responsables des fonctions clés au moins une fois par an afin de prendre connaissance de leur bilan annuel et chaque fois que ceux-ci souhaitent l'informer d'un événement de nature à le justifier.

B.1.1.2 Comités sous la responsabilité du Conseil d'Administration

Comité d'Audit

Les fonctions attribuées au comité d'audit sont exercées par le conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L 823-20 du code de commerce.

Comités exceptionnels

Le Conseil peut décider la création de comités chargés d'étudier des questions spécifiques de sa compétence.

Il n'y a pas de comités exceptionnels à ce jour.

B.1.1.3 Direction Générale

En application des dispositions de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques et des règles générales de gouvernance applicables au sein du Groupe Crédit Agricole qui distingue les fonctions d'orientation, de décision et de contrôle d'une part, et les fonctions exécutives d'autre part, les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées au sein de Spirica, permettant de respecter le principe des quatre yeux.

Le Conseil d'Administration de Spirica a désigné, à compter du 1er janvier 2016, comme dirigeant effectif Jean-Jacques DUCHAMP, président du conseil d'Administration, en sus de Daniel COLLIGNON, Directeur Général et dirigeant effectif de droit.

La Direction Générale de Spirica est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de son objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Elle fixe les modalités opérationnelles de mise en œuvre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration et rend compte à ce dernier de son action. Elle supervise et pilote le fonctionnement du système de gouvernance des risques mis en place au sein de la société. Elle propose au Conseil les orientations stratégiques et établit les politiques que le Conseil approuve. Elle fixe des procédures décisionnelles efficaces, une structure organisationnelle qui indique clairement les lignes de reporting, assigne les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et attribue les moyens adéquats.

Elle est directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne et s'assure notamment que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées pour le Groupe. Elle veille à ce que les principales informations soient régulièrement reportées et correctement documentées, les principaux dysfonctionnements identifiés et les mesures correctrices mises en œuvre. Elle interagit de manière appropriée avec les comités mis en place au sein de l'entreprise, et avec les responsables de fonctions clés.

B.1.1.4 Comités sous la responsabilité de la Direction Générale

Le Comité Exécutif (COMEX) est l'instance stratégique de la Direction Générale de Spirica qui se réunit a minima mensuellement. Il est en charge :

- De la validation des propositions d'orientations stratégiques à faire au Conseil d'Administration de Spirica ;
- Des échanges et de la coordination entre les directions de la compagnie ;
- Des études et des arbitrages sur des enjeux transverses de la compagnie ;
- Du suivi de l'avancement des projets et orientations majeures.

Il s'appuie sur les Comités spécifiques pour :

- Transmettre les orientations des directions de la compagnie ;
- S'assurer de la déclinaison des orientations stratégiques au niveau des directions de la compagnie.

B.1.1.5 Fonctions clés

Quatre fonctions clés ont été mises en place au sein du Groupe CAA et pour chacune de ses entités :

- Une fonction Gestion des Risques ;
- Une fonction Actuarielle ;
- Une fonction Conformité ;
- Une fonction Audit Interne.

Ces fonctions-clés, disposant d'un responsable unique, éclairent et assistent la Direction Générale et le Conseil d'Administration de Spirica dans la gouvernance. Elles disposent de l'autorité et de l'indépendance nécessaires à la bonne réalisation de leurs missions. La fonction Gestion des Risques et la fonction Actuarielle contribuent au système de gestion des risques.

Fonction Gestion des Risques de Spirica

Les principes d'organisation et de fonctionnement du dispositif de contrôle des risques ont été établis à partir des normes internes du Groupe Crédit Agricole, et adaptés et complétés dans le cadre des normes du Groupe CAA afin d'y intégrer les risques inhérents au métier de l'Assurance, et les exigences découlant de la directive Solvabilité 2.

La fonction de gestion des risques de Spirica est assurée par son Responsable des Risques et du Contrôle Permanent (RCPR).

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction Gestion des Risques vise à répondre aux enjeux suivants :

- Disposer d'un cadre et d'une stratégie des risques articulés avec le cadre d'appétence aux risques, validés par le Conseil d'Administration ;
- Mettre en place et animer un dispositif et un système de gestion et de maîtrise des risques (détection, mesure, alerte, contrôle, déclaration des risques et suivi du plan d'actions) ;
- Répondre aux besoins de pilotage et de communication ;
- Garantir la conformité des opérations effectuées avec les évolutions réglementaires et répondre aux demandes d'analyses sur les risques en provenance des différentes parties prenantes ;
- Rendre compte à la gouvernance de l'exposition aux risques et des éléments de maîtrise.

Organisation de la fonction et lien avec les autres directions et entités assurance du Groupe

La fonction Gestion des Risques est remplie par :

- Le RCPR de Spirica, qui est rattaché hiérarchiquement au Directeur de la Conformité et des Risques Spirica, qui est lui-même rattaché fonctionnellement à la Direction Générale de Spirica et hiérarchiquement à la Direction des Risques du Groupe CAA
- Le Directeur Risques Groupe CAA, désigné par le Directeur Général de CAA, et rattaché hiérarchiquement à la Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole, et fonctionnellement au Directeur Général de CAA,
- Les Référents Risques par domaine ayant un rôle transverse au sein du Groupe CAA.

Elle s'appuie sur :

- Un comité organisé par le RCPR de Spirica, sous la responsabilité du Directeur Général de Spirica (Comité des Risques et du Contrôle Interne) ;
- La contribution des autres fonctions clés ;
- Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne du Groupe déclinés par Spirica ;
- Le processus ORSA.

Comités en lien avec la Fonction Gestion des Risques

Le **Comité des Risques et du Contrôle Interne (CRCI)** réunit chaque semestre, a minima :

- Pour Spirica : le Directeur Général, le Directeur financier, le Directeur de la Conformité et des Risques et le RCPR de l'entité ;
- Pour CAA : le Directeur de la Conformité, la Directrice des Risques, la Directrice de l'Audit interne, le Directeur de la Fonction Actuarielle.

Ce comité a vocation à :

- Veiller à la cohérence et à l'efficacité du contrôle interne, dans toutes ses composantes ;
- Faire un point sur les résultats des contrôles permanents, y compris ceux liés à la conformité, et sur la mesure et la surveillance des risques ;
- Examiner et valider le rapport annuel et l'information semestrielle sur le contrôle interne (résultats des contrôles permanents) ;
- Suivre la réalisation du plan d'audit ;
- Être informé des principales conclusions des missions d'audit interne ou externe (y compris des autorités de contrôle) ;
- Suivre l'avancement des plans d'actions correctrices, issus de missions d'audit interne et externe (Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole, cabinets externes, autorités de contrôle) et des dispositifs de contrôle permanent (conformité, risques opérationnels...) ;
- Être informé de tout échange avec les autorités de contrôle.

Le **Comité de Placements (CP)** réunit chaque mois, a minima :

- Pour Spirica : le Directeur Général, le Directeur Financier, le Directeur de la Conformité et des Risques, le responsable de la fonction Risques, le Directeur de l'Actuariat ;
- Pour CAA : le chargé de clientèle et le responsable du département clientèle de la Direction des investissements de CAA.

Ce comité a vocation à rendre compte à Spirica :

- De la gestion des actifs ;
- Des analyses risques et des performances ;

- Des analyses de marché.

Le **Comité Stratégique de Placements (CSP)** réunit chaque trimestre, a minima :

- Pour Spirica : le Directeur Général, le Directeur financier, le Directeur de la conformité et des risques, le Directeur de l'Actuariat, le responsable de la fonction Risques ;
- Pour CAA : le Directeur Général adjoint, le responsable Corporate finance, le Directeur des investissements, le chargé de clientèle et le responsable du département clientèle de la Direction des Investissements de CAA, le responsable Amundi Relations Assurance Groupe et les chargés des relations Assurances Groupe, le gestionnaire des taux Euros & CA Assurance pour SPIRICA, le chargé de la Direction des investissements.

Ce comité a vocation à présenter le bilan de la précédente stratégie et à proposer la nouvelle stratégie d'investissement à Spirica, à travers :

- Un bilan de la stratégie d'investissement passé sur la base des données validées (notamment les impacts comptables) ;
- Une analyse de marché et économique ;
- Une proposition d'évolutions d'allocation et une première analyse d'impacts comptables et financiers potentiels.

Fonction actuarielle de Spirica

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction actuarielle est organisée conformément aux exigences réglementaires de Solvabilité 2.

La fonction actuarielle vise à répondre au niveau de Spirica aux enjeux suivants :

- Assurer la fiabilité et le caractère adéquat des provisions techniques prudentielles au regard des risques et garanties ;
- Exercer un second regard sur les politiques de souscription et sur les dispositions prises en matière de réassurance ;
- Contribuer au système de gestion des risques en particulier concernant la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital et de l'ORSA ;
- Formaliser l'ensemble de ses travaux et de ses conclusions dans un rapport de la fonction actuarielle annuel pour présentation au Conseil d'Administration.

Organisation de la fonction

La fonction actuarielle de Spirica est assumée par la fonction actuarielle Groupe CAA.

La fonction Actuarielle de Spirica est distincte des fonctions opérationnelles en respect du principe de séparation des tâches.

Elle porte un second regard sur l'ensemble des processus relatifs à la modélisation en lien avec la politique de provisionnement, la politique de souscription, la politique de réassurance et le système de gestion des risques. Ce second regard, formalisé dans des avis actuariels émis tout au long de l'activité, comprend l'analyse de la qualité des données ainsi que la revue de l'adéquation des hypothèses, des méthodes et des modèles utilisés.

Chaque année, la fonction actuarielle de Spirica soumet un rapport aux instances de gouvernance. Ce rapport de la fonction actuarielle détaille les principaux travaux menés et leurs résultats, notamment :

- Ses conclusions sur le caractère adéquat des provisions techniques ;
- Son avis sur la politique globale de souscription ;

- Son avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- Sa contribution au système de gestion des risques (contribution aux processus ORSA, d'appétence aux risques, de besoin en capital) ;
- Ses recommandations sur la manière de remédier aux insuffisances identifiées ainsi qu'un suivi des plans d'actions.

Le rapport de la fonction Actuarielle de Spirica est présenté au Conseil d'Administration.

Fonction de vérification de la conformité de Spirica

Les principes d'organisation de la fonction de vérification de la conformité de Spirica, s'inscrivent dans ceux de la Ligne Métier Conformité du Groupe Crédit Agricole, et dans les exigences découlant de Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction de vérification de la conformité

La fonction de vérification de la conformité vise à prémunir Spirica contre les risques de non-conformité aux lois, aux règlements et aux normes internes du Groupe Crédit Agricole.

La fonction de vérification de la conformité de Spirica a pour mission de mettre en place un fonctionnement en adéquation avec la démarche du Groupe CAA (bonnes pratiques applicables au métier Assurance dans la prévention du risque de non-conformité) et lisible, d'obtenir une vision complète des risques de non-conformité et du déploiement des dispositifs concourant à leur maîtrise, d'assurer la communication associée à ses missions auprès de la gouvernance.

Organisation de la fonction et lien avec les autres directions et entités Assurance

L'organisation de la fonction de vérification de la conformité de Spirica s'appuie sur :

- Le titulaire de la Fonction Clé Conformité de Spirica est le Directeur de la Conformité du Groupe CAA, rapportant à la fois au Secrétaire Général de CAA (et titulaire de la Fonction Clé Groupe CAA) et au Directeur de la Conformité du Groupe Crédit Agricole ;
- La responsabilité opérationnelle des activités de conformité de Spirica est assurée par le Directeur Conformité et Risques de Spirica, en lien direct avec le Directeur Conformité Groupe CAA (ligne métier intégrée) et avec le Directeur Général de Spirica. Les travaux sont menés par les équipes opérationnelles chargées de la Conformité au sein de Spirica et rattachées au Directeur Conformité et Risques de Spirica ;
- En tant que de besoin, sur la fonction juridique et des services spécialisés au sein d'autres directions de Spirica pour les sujets de conformité spécifiques ;
- Une organisation de la coordination entre CAA et Spirica, au travers d'échanges réguliers, de comités de pilotage projet, et la participation de la Conformité Groupe CAA au Comité Risques et Contrôles internes de Spirica ;
- Des comités sous la responsabilité des organes de gouvernance ;
- Des dispositifs de gestion des risques de non-conformité Groupe CAA.

Comités en lien avec la fonction de vérification de la conformité

Le **Comité des Risques et du Contrôle Interne (CRCI)** de Spirica est organisé par le RCPR de Spirica. Il est présidé par le Directeur Général de l'entité. Ce comité intègre dans son ordre du jour le(s) sujet(s) dédié(s) à la Conformité. Les membres du comité s'assurent du suivi des dispositifs de contrôle interne et de la coordination des fonctions de contrôle (contrôle permanent, conformité, contrôle périodique, fonction actuarielle). Le comité se réunit de façon a minima semestrielle, et en tant que de besoin.

Le **Comité Nouvelles Activités/Nouveaux Produits** (NAP) de Spirica est en charge du processus d'analyse et de validation des nouveaux produits et activités afin de :

- S'assurer de l'adéquation de ces produits/activités à la stratégie risques ;
- Analyser au préalable les impacts potentiels tant sur le plan opérationnel, réglementaire qu'en termes de suivi des risques et d'identification des risques de conformité ;
- Vérifier que les caractéristiques du nouveau produit/activité et sa documentation sont conformes aux exigences du régulateur et aux normes Groupe.

Ce comité est organisé par le Directeur de la Conformité et des Risques de Spirica.

Le **comité TRACFIN** de Spirica (dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme – LCB/FT) a pour objet de :

- Valider le niveau de vigilance déterminé par le correspondant TRACFIN pour les dossiers que lui a soumis le service gestion ;
- Actualiser le niveau de vigilance des dossiers revus lors du dernier comité TRACFIN.

Ce comité est organisé par le correspondant TRACFIN qui est le secrétaire désigné du comité, et présidé par le Directeur Général.

L'ensemble des dispositifs de Conformité mentionnés ci-dessus sont revus annuellement, à la lumière du rapport annuel de conformité en présence du responsable Conformité de Spirica, et des représentants de la ligne métier Conformité Groupe CAA.

Fonction audit interne du Groupe CAA

Rôles et responsabilités de la fonction

La Direction de l'Audit des Assurances (DAA) mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, portant sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne du Groupe CAA, dont Spirica, et incluant ses prestataires de service essentiels. Ses missions ont pour objet de s'assurer de la correcte mesure et maîtrise des risques, de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôle, de la conformité des opérations et du respect des procédures, de la correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées, et enfin d'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement. Elles permettent de fournir une opinion professionnelle et indépendante sur le fonctionnement et le contrôle interne du Groupe et de ses entités aux Directions générales et Conseils d'administration du Groupe et de ses filiales. La DAA exerce ainsi la fonction Audit interne du Groupe et de ses filiales d'assurance.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La fonction audit interne est exercée, au sein du Groupe CAA, par le Directeur de l'Audit du Groupe CAA. Le cadre, les principes et les modalités d'organisation de la DAA sont précisés dans une charte d'audit approuvée par les Comités d'Audit du Groupe CAA et de ses filiales. Afin de garantir son indépendance, le directeur de l'Audit du Groupe CAA est rattaché hiérarchiquement à la ligne métier Audit Inspection du Crédit Agricole et fonctionnellement au Directeur Général de CAA.

Comité sous la responsabilité de la Direction Générale

Le Comité des Risques et du Contrôle Interne présenté précédemment sert de cadre au suivi de la fonction d'Audit.

Déclinaison des comités Groupe au sein de Spirica

Des Comités des Risques et du Contrôle Interne Spirica se réunissent sur une fréquence a minima semestrielle au sein de Spirica.

B.1.1.6 Changements importants au sein de la gouvernance survenus au cours de la période de référence

Au cours de l'exercice 2021, il n'y a pas eu de changement significatif en matière de gouvernance et de comitologie.

Aucun changement au sein du Conseil d'Administration de Spirica n'a été opéré sur l'exercice 2021.

B.1.2 Informations relatives à la politique de rémunération

B.1.2.1 Présentation générale et principales composantes de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction Générale

Conseil d'Administration

Jetons de présence

Il n'y a pas de jetons de présence accordés aux administrateurs pour les Conseils d'administration de Spirica.

Informations sur les dispositifs ouvrant droit à des composantes variables de la rémunération (options sur actions, actions)

Il n'y a pas de dispositif ouvrant droit à des composantes variables de la rémunération.

Dirigeants mandataires sociaux

Le mandat du Directeur Général est effectué à titre gratuit. En effet, sa rémunération est assurée par le Groupe CAA, en respect des dispositions applicables au sein du Groupe.

Les dirigeants mandataires sociaux de Spirica ne bénéficient pas d'avantages en nature, de régimes spécifiques de retraite, de prévoyance ou d'indemnité de rupture liés à leur mandat social.

Ils sont cependant « personnels identifiés » et les rémunérations perçues font l'objet d'un encadrement visant à garantir leur alignement avec les intérêts long-terme de l'entreprise.

Principes généraux

La politique de rémunération de Spirica est examinée et validée chaque année au cours de réunions « mesures salariales et parcours professionnels ». Celle-ci est organisée par la Directrice des Ressources Humaines et la Responsable Rémunération, avec le Directeur Général et chacun des membres du comité exécutif.

Dans le cadre des spécificités de ses métiers, Spirica veille à développer un système de rémunération qui assure aux collaborateurs des rétributions cohérentes vis-à-vis du marché de référence afin d'attirer et retenir les talents dont la société a besoin. Les rémunérations sont dépendantes de la performance individuelle, mais aussi des pratiques du marché. Enfin, la politique de rémunération tend à limiter la prise de risques excessive.

La politique de rémunération de Spirica est ainsi élaborée en déclinaison des objectifs définis par la société tout en s'attachant à les adapter aux différentes catégories de collaborateurs et aux particularités du marché de l'Assurance.

Gouvernance

Les politiques et pratiques de rémunération de Spirica sont donc placées sous la gouvernance du Comité Exécutif de Spirica.

Par l'intermédiaire de la Direction des Ressources Humaines, Spirica met à la disposition du Comité Exécutif toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

La direction financière de Spirica intervient également dans la validation des modalités de détermination de la rémunération variable collective.

B.1.2.2 Principales composantes de la politique de rémunération des collaborateurs et cadres dirigeants

Collaborateurs et cadres dirigeants

La rétribution des collaborateurs et cadres dirigeants repose sur les éléments suivants :

- Le salaire de base ;
- La rémunération variable individuelle ;
- La rémunération variable collective ;
- Les périphériques de rémunération (régimes de retraite supplémentaire et de prévoyance santé).

Spirica compare ses pratiques à celles des sociétés d'assurance et de réassurance du marché français et vise ainsi à positionner la rémunération globale de ses collaborateurs à la médiane des pratiques de marché.

La rémunération variable individuelle rétribue la performance du collaborateur et constitue une partie intégrante de la structure de rémunération annuelle. Elle repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année, en tenant compte des conditions de mise en œuvre définies lors de leur fixation.

La rémunération variable collective rétribue la performance collective de Spirica. Au titre de 2021, elle est constituée d'un intéressement et d'un abondement à un Plan d'Épargne d'Entreprise de l'intéressement potentiellement versé sur le Plan d'Épargne Entreprise. Par ailleurs, un dispositif de CE PERCOL permettant d'alimenter annuellement un PERCOL est mis en place.

B.1.2.3 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées

Dividendes

Spirica a comptabilisé dans son ratio de solvabilité 2021 un dividende prévisionnel de 16 548 milliers d'euros au titre de l'année 2021.

B.2 Exigences de Compétence et d'Honorabilité

Le Groupe CAA a formalisé les règles d'appréciation et de justification de la compétence (individuelle et collective) et de l'honorabilité des personnes visées (Conseils d'administration, dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés), au sein de la « politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du Groupe Crédit Agricole ».

Cette politique, déclinée et mise en œuvre au niveau de Spirica, est revue annuellement et est modifiée si un événement le justifie (ex. : modification de règles d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité).

B.2.1 Dispositions du Groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité

Dispositions en matière de compétence

Compétence collective des Conseils d'administration

L'appréciation de la compétence collective se fait au regard de l'ensemble des qualifications, des connaissances et des expériences de ses membres. Elle tient compte des différentes tâches confiées à chacun de ces membres, afin d'assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propres à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

Compétence individuelle des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés

L'appréciation de la compétence individuelle :

- **Pour les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés** : tiens compte des diplômes, de l'expérience de manière proportionnée aux attributions. Elle se base également sur l'existence des mandats antérieurs et sur l'ensemble des formations suivies tout au long du mandat.
- **Pour les administrateurs** : est un moyen d'appréciation pour les fonctions individuelles qui leur sont attribuées, mais aussi pour la détermination de la compétence collective.

Domaine de compétence

Les domaines de compétence énoncés par Solvabilité 2 sont au nombre de cinq aussi bien pour l'appréciation de la compétence individuelle que pour la compétence collective. Il s'agit des domaines de l'assurance, de la gestion, de la finance, de la comptabilité et de l'actuariat (Article 273 du Règlement de la Commission Européenne complétant la Directive Solvabilité 2).

Conformément à l'article R 322-11-6 du Code des Assurances, le Conseil d'Administration doit disposer collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et marchés financiers, de stratégie de l'entreprise et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'entreprise d'assurance.

Les compétences attendues par domaine sont décrites en détail dans la politique.

Dispositions en matière d'honorabilité

Principes

L'honorabilité est appréciée en vérifiant que chaque personne n'a pas fait l'objet de condamnation pour : blanchiment, corruption, trafic d'influence, détournement de biens, trafic de stupéfiants, fraude fiscale, faillite personnelle, etc. La réputation des personnes ainsi que leur intégrité sont aussi des éléments à prendre en considération dans l'évaluation.

Cas de non-honorabilité

Les personnes faisant l'objet d'une condamnation doivent cesser leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est définitive.

Preuve

La preuve est demandée pour justifier de l'honorabilité et consiste, a minima, en la production d'un extrait de casier judiciaire ou à défaut un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Dispositions en matière de notification auprès de l'autorité de contrôle

L'ensemble des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés en activité doit être notifié à l'autorité de contrôle ainsi que toute nomination ou renouvellement de poste.

Le Secrétariat Général de CAA est en charge de recenser les informations nécessaires pour préparer les dossiers de notification auprès de l'ACPR. La Direction Juridique de CAA a la responsabilité, désormais, de la réalisation des formalités auprès de l'ACPR.

B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité

Dispositif d'appréciation de la compétence

Compétence individuelle

L'appréciation s'appuie essentiellement sur les expériences acquises (fonction actuelle, mandats antérieurs, etc.) et les principes d'appréciation retenus se basent sur les éléments suivants :

- **Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : l'appréciation de leur compétence, sur l'ensemble des 5 domaines s'agissant des dirigeants effectifs et sur leur domaine de responsabilité pour les responsables des fonctions clés, se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs, des expériences, des formations suivies qui sont détaillés dans le cadre du dossier d'agrément transmis à l'ACPR pour leurs fonctions exercées au sein d'une compagnie d'assurance.
- **Administrateurs** : l'appréciation de leur compétence sur l'ensemble des 5 domaines (cités en paragraphe 2) se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs et de leurs expériences et des agréments au titre des fonctions de dirigeants exercées.

Pour le recensement des diplômes, des mandats, des expériences et des formations suivies, un support a été mis en place. Ce support intitulé « Appréciation et justification Compétence/Expérience/Connaissance » est complété pour tous les administrateurs, les dirigeants.

Compétence collective

L'appréciation de la compétence collective des Conseils d'administration se fait à partir de l'étude de toutes les compétences individuelles des administrateurs. En effet, on s'attache à capitaliser sur les diplômes, mandats et expériences, mais également à vérifier un niveau de compétence sur les 5 thèmes requis par la directive Solvabilité 2 en vue d'établir et de proposer des plans de formation aux administrateurs.

En complément du support demandé pour l'appréciation de la compétence individuelle, un questionnaire permettant d'évaluer le niveau de compétence attendu pour chacun des 5 thèmes est déployé annuellement auprès des administrateurs. Ce questionnaire est intitulé « auto-évaluation des connaissances liées à Solvabilité 2 ».

Plan de formation

L'analyse des résultats des évaluations des compétences réalisées permet de déterminer les plans de formation annuels à mettre en œuvre.

- **Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : dans le cadre de la prise de fonction et suivant les besoins identifiés, des plans de formation peuvent être proposés et suivis par les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés à titre individuel,
- **Administrateurs** : le plan de formation proposé est identique pour tous les membres d'un même conseil. Néanmoins, des zooms sur des aspects spécifiques peuvent être réalisés sur demande d'un administrateur ce qui peut venir étayer le plan de formation collectif ou ces formations peuvent être dispensées à titre individuel.

Dispositif d'appréciation de l'honorabilité

Le Secrétariat Général de CAA/Direction Juridique de CAA doivent apporter la preuve de l'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés et justifier qu'ils n'ont pas fait l'objet de condamnations, de sanctions judiciaires ou pénales.

Pour ce faire, une déclaration sur l'honneur est transmise aux administrateurs, aux dirigeants effectifs et aux responsables des fonctions clés pour signature afin de justifier de leur honorabilité. Cette déclaration a été complétée avant l'entrée en vigueur de Solvabilité 2.

B.3 Système de gestion des risques

B.3.1 Dispositif de gestion des risques

La gestion des risques de Spirica s'inscrit dans le cadre commun et homogène défini par la stratégie risque Groupe CAA, et dans les principes de fonctionnement de la ligne métier Risques assurances. Cette ligne métier est structurée selon un mode de fonctionnement matriciel croisant les organisations de niveau entité avec les approches Groupe par type de risques.

La stratégie risques de Spirica formalise le dispositif d'encadrement et de surveillance des différents risques auxquels l'expose la mise en œuvre de sa stratégie métiers (risques financiers, risques techniques, risques opérationnels, risques informatiques, risques de non-conformité...), et notamment les limites globales et seuils d'alerte afférents.

La stratégie risques et le cadre d'appétence sont revus au moins annuellement et soumis pour validation au Conseil d'Administration de Spirica.

Tout dépassement d'une limite ou franchissement d'un seuil d'alerte et les mesures correctives associées sont notifiés à la Direction Générale de Spirica, et à la Direction des Risques du Groupe CAA.

Le RCPR de Spirica définit les processus et dispositifs de mesure, surveillance et maîtrise des risques propres à son périmètre, dans le respect des normes et règles de fonctionnement Groupe et de la réglementation.

La cartographie des risques constitue un outil d'identification et d'évaluation des risques auxquels Spirica est exposée. Elle est élaborée à partir des sources d'informations disponibles et des systèmes de mesure existants, qui ont été normés au sein du Groupe CAA : tableaux de bord des risques, cartographie des risques opérationnels actualisée régulièrement, résultats des contrôles permanents, de la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, constats des missions d'audit, analyses en provenance des différents métiers, évolutions réglementaires...

Le pilotage des risques financiers est sous la responsabilité du RCPR, impulsé par le Référent Risques Financiers, qui intervient en transverse pour le Groupe CAA. Celui-ci actualise le corpus Risques financiers du Groupe CAA, composé des politiques de risques déclinées par univers de gestion. Ce corpus s'applique aux mandats de gestion confiés par les entités du Groupe, dont Spirica, à la société de gestion d'actifs du Groupe Crédit Agricole, Amundi. Le Référent Risques Financiers émet aussi les avis risques financiers pour compte commun des entités du Groupe. Ces avis portent notamment sur les investissements réalisés en direct par la Direction des Investissements du Groupe CAA, sur décision du Directeur Général du Groupe CAA, dans le cadre d'un schéma délégué.

Le tableau de bord Risques Spirica trimestriel, renseigné à partir des indicateurs normalisés de gestion des risques, permet de surveiller le profil de risque de Spirica et d'en identifier les éventuelles déviations. Les risques financiers Spirica et le respect des limites afférentes sont suivis mensuellement par le RCPR à partir d'un reporting standardisé.

Pour renforcer la surveillance des risques, un comité bimensuel se tient au niveau du Groupe CAA. Ce comité de surveillance des risques, auquel participe Spirica, a pour objectif de partager entre les RCPR des entités du Groupe des points d'alerte observés sur tout type de risques. Ce comité a pour mission d'analyser les impacts de ces événements de risques survenus au fil de l'eau, de proposer les mesures de suivi, et d'en restituer une synthèse au Comité Exécutif du Groupe CAA. Les risques plus spécifiquement financiers sont examinés dans le cadre d'un comité mensuel.

Par ailleurs, un comité méthodologie de niveau Groupe CAA, auquel Spirica participe, est animé par la ligne métier risques. Ce comité valide les méthodologies des modèles et indicateurs associés aux risques majeurs du Groupe CAA, ou présentant des enjeux transverses pour le Groupe CAA.

Principaux facteurs de risques

Pour Spirica, compte tenu de sa seule activité d'épargne et retraite, et, de ce fait, du montant des actifs financiers en représentation des engagements vis-à-vis des assurés, les risques de marché, puis les risques de souscription vie, constituent les principaux risques. Ces risques sont décrits plus spécifiquement dans la partie C : Profil de risque.

B.3.2 Dispositif ORSA

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) est piloté par la fonction gestion des risques, avec la contribution du service actuariat, de la direction financière et de la fonction actuarielle de Spirica. Il s'appuie sur le dispositif de gestion des risques existant (stratégie Risques notamment).

La démarche ORSA est intégrée au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit dans les processus décisionnels en place, tant aux niveaux stratégiques, que de pilotage voire opérationnel. Ainsi, conformément à la démarche Groupe CAA, Spirica synchronise son ORSA avec son processus budgétaire (Plan Moyen Terme) et en utilise les résultats et analyses pour actualiser, en cohérence avec les éléments budgétaires et le capital planning, son cadre d'appétence et ses politiques métier.

Au niveau opérationnel, les études d'allocation, de tarification intègrent les critères économiques ORSA.

L'ORSA de Spirica est réalisé annuellement, mais peut être actualisé en infra-annuel, en cas de changement significatif de l'environnement, du profil de risques, ou à la demande du conseil d'Administration. Il est réalisé à partir des calculs et des éléments produits par Spirica, basés sur l'utilisation de la formule standard, dont la cohérence globale est assurée par le cadre normatif de référence défini par le Groupe CAA :

- Des guidelines ORSA prospectifs Groupe CAA fixant notamment des points structurants de méthodologie ;
- Des scénarios ORSA Groupe appliqués par l'ensemble des entités, dont Spirica, et établis en lien avec le profil de risque consolidé du Groupe. Ceux-ci sont complétés par un scénario spécifique à Spirica, afin de capter ses risques propres non couverts par le jeu des scénarios Groupe CAA ;
- Un ensemble d'indicateurs partagés au niveau Groupe pour alimenter le socle commun minimum du tableau de bord Groupe et entités et ainsi faciliter l'évaluation du profil de risques à chacun des niveaux, l'agrégation des indicateurs et leur analyse.

La politique interne ORSA de Spirica, validée par le Conseil d'Administration, rappelle les éléments clés de la démarche ORSA et l'articulation entre le Groupe et ses filiales.

L'ORSA 2021 couvre les trois évaluations réglementaires, c'est-à-dire le besoin global en solvabilité, la conformité permanente et l'adéquation des hypothèses de la formule standard au profil de risque.

Compte tenu de la prédominance des risques financiers pour Spirica, les scénarios retenus pour les évaluations prospectives ont été axés principalement sur des stress financiers, mais ils ont tenu compte également des risques non couverts par la formule standard (liquidité). Ils ont visé à analyser les conséquences de situations pénalisantes telles que :

- Croissance médiocre, retour de l'inflation limité et taux d'intérêt bas ;
- Choc sur les actions, taux d'intérêt bas ; écartement des spreads souverains et crédits, choc immobilier ;
- Des taux d'intérêt très bas sur une période prolongée ;
- Hausse des taux d'intérêts conjointe à une baisse des marchés boursiers, un écartement des spreads et un stress sur l'inflation avec des rachats massifs.

Ces scénarios sont complétés par un scénario spécifique de stress sur l'immobilier.

Ces travaux comprennent l'estimation des besoins de financement de Spirica, en qualité et en quantité, qui permettent de définir les opérations éventuelles de financement à mettre en place (décrit en section E.). Ils aident aussi à identifier les leviers d'actions en cas d'évolution vers l'un des scénarios adverses, le plus adverse sur le plan de la solvabilité s'avérant la persistance de taux durablement bas.

B.4 Système de contrôle interne

Le contrôle interne se définit comme l'ensemble des dispositifs mis en place pour assurer la maîtrise des activités et des risques de toute nature auxquels Spirica est exposée, et permettre la régularité (au sens de la réglementation), la sécurité et l'efficacité des opérations.

Spirica s'assure que l'organisation de son dispositif de contrôle interne répond aux principes suivants :

- Couverture exhaustive des activités et des risques et responsabilité des acteurs, la Direction Générale étant directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- Définition claire des tâches, séparation effective des fonctions d'engagement et des fonctions de contrôle, processus de décision fondés sur des délégations formalisées et à jour ;
- Normes et procédures formalisées et actualisées, notamment en matière comptable ;
- Dispositif de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- Système de contrôle comprenant des contrôles permanents intégrés dans le traitement des opérations (1er degré) ou effectués par des opérationnels n'ayant pas engagé les opérations contrôlées (2e degré – 1er niveau), ou réalisés par des collaborateurs dédiés (2e degré – 2e niveau), et des contrôles périodiques (3e degré) réalisés par l'Inspection générale ou l'Audit ;
- Information du Directeur Général et du Conseil d'Administration délibérant sur la stratégie risques et le suivi de son application (dont les limites fixées et leur utilisation), les résultats du contrôle interne et la mise en œuvre des actions associées, dans une démarche corrective.

Les plans de contrôle permanent s'articulent autour d'un plan de contrôle local composé de contrôles ciblés par rapport à la criticité des processus et aux risques les plus significatifs identifiés dans la cartographie des risques, et d'un référentiel contrôles « clé » établis par la Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole, portant sur la qualité et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance et maîtrise des risques. Ces contrôles sont réalisés selon une périodicité définie (trimestrielle, semestrielle, annuelle).

Le plan de contrôle permanent mis en place comporte des contrôles répartis en 4 grandes familles de risques : non-conformité, financiers, comptables, opérationnels (y compris Sécurité informatique et PCA/PRA). Lors de la dernière campagne du 4e trimestre 2021, l'ensemble des contrôles de niveau local a été réalisé. Deux contrôles de niveau local sont en cours de restructurations.

Le pilotage du dispositif de contrôle permanent est réalisé par le RCPR de Spirica (fonction clé gestion des risques).

Le dispositif de contrôle des risques de conformité (incluant la fraude et la corruption) est intégré à l'ensemble du dispositif de Contrôle Permanent : cartographie des risques, plan de contrôle local et consolidé, rapports d'activité.

Le responsable de la fonction de vérification de la conformité est le point d'entrée entre Spirica et la Direction Conformité du Groupe CAA.

La fonction actuarielle contribue également au dispositif de contrôle interne pour son domaine d'intervention.

Des liens réguliers existent également avec l'audit interne lors de la préparation des missions, et lors de la restitution, les constats et recommandations émis alimentant les plans d'actions et étant utilisés, en tant que de besoin, pour actualiser la cartographie des risques.

Enfin, le comité de contrôle interne (CRCI) constitue l'instance de coordination des fonctions gestion des risques, vérification de la conformité, audit interne et fonction actuarielle.

La fonction de vérification de la conformité de Spirica couvre, dans l'ensemble des domaines de la Conformité encadrés au niveau du Groupe Crédit Agricole par le corpus FIDES, ceux qui sont applicables à l'Assurance, et plus spécifiquement ceux applicables aux activités de Spirica. Elle décline le corpus FIDES en procédures opérationnelles et définit le plan de contrôle permanent visant

à s'assurer de leur respect et de la maîtrise des risques de non-conformité identifiés lors de l'établissement ou l'actualisation de la cartographie des risques.

La Fonction Actuarielle contribue à l'efficacité globale du dispositif notamment en informant de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques prudentielles, en émettant des « avis actuariels » sur la politique globale de souscription et sur les dispositions prises en matière de réassurance. Elle contribue à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques concernant en particulier la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital (SCR/MCR) et l'ORSA.

L'animation du dispositif de conformité comprend également des actions de formation, d'information des collaborateurs et du management ainsi que l'émission d'avis de conformité, notamment lors du lancement de nouveaux produits ou nouvelles activités sécurisé par les comités Nouvelles Activités et Produits mis en place dans chaque entité, ainsi que la prise en charge du questionnaire sur la protection de la clientèle remonté à l'ACPR.

B.5 Fonction audit interne

B.5.1 Principe général

La Fonction Audit Interne exerce ses activités dans le respect de la Politique d'Audit Interne approuvée en 2021 par le Conseil d'Administration du Groupe Crédit Agricole Assurances (CAA) et de Spirica. Cette politique — qui s'inscrit pleinement dans le cadre issu de la directive Solvabilité 2 — fait l'objet d'une révision annuelle. Elle est également conforme aux principes et standards établis par la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole (LMAI).

La Fonction Audit Interne est mutualisée depuis 2010 au sein de la Direction de l'Audit Interne (DAA) du Groupe CAA. Dotée de 28 collaborateurs à Paris, elle s'appuie aussi sur les moyens et normes méthodologiques de la LMAI. La DAA assure la couverture de l'ensemble du périmètre de contrôle interne du Groupe CAA. Elle contrôle également en direct Spirica.

B.5.2 Missions de la Fonction audit interne

La DAA exerce la « Fonction d'Audit Interne » du Groupe CAA au sens de la directive Solvabilité 2 et le « Contrôle périodique » au sens de l'article 17 de l'arrêté du 03 novembre 2014 modifié par l'arrêté du 25/02/2021. Elle mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, au sein de l'ensemble des unités du périmètre de contrôle interne du Groupe CAA (absence de « sanctuaire »), dont Spirica. Son périmètre d'intervention couvre ainsi la totalité des entités, activités, processus et fonctions relevant du périmètre de contrôle interne du Groupe CAA en France, et dans le réseau international. Il couvre également la gouvernance et les activités des trois autres fonctions clés au sens de la directive Solvabilité 2. Il porte enfin sur les prestations externalisées de services, ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes au sens de l'arrêté du 03 novembre 2014 et des orientations de l'ABE¹ sur l'externalisation.

L'élaboration du plan d'audit annuel repose sur une cartographie des risques tenant compte de la totalité des activités et de l'ensemble du système de gouvernance, ainsi que de l'évolution attendue des activités. Elle donne lieu, aux niveaux du Groupe et de Spirica, à l'élaboration d'un plan d'audit pluriannuel visant une revue complète des activités sur une durée maximale de 5 ans (la fréquence de revue pouvant être plus courte selon l'évaluation des risques). Le plan d'audit est revu annuellement par le Comité d'Audit et des Comptes pour validation par le Conseil d'Administration.

¹ Autorité Bancaire Européenne

Les missions effectuées par la DAA correspondent à des missions d'assurance au sens des normes professionnelles et non de conseil. Elles ont pour objet de s'assurer de l'adéquation et de l'efficacité du système de gestion des risques et du système de contrôle interne, et notamment de :

- La correcte mesure et maîtrise des risques liés à l'exercice des activités du Groupe Crédit Agricole Assurances (identification, enregistrement, encadrement, couverture) ;
- L'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôles permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières, de gestion et d'exploitation des domaines audités, en conformité avec le cadre normatif et les procédures en vigueur,
- La correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées (y compris suite aux missions des Autorités de Supervision ou de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole),
- L'évaluation de la qualité et de l'efficacité du fonctionnement général de l'organisation.

Elles permettent ainsi de fournir aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB²) du Groupe CAA et de Spirica, ainsi qu'à la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole, une opinion professionnelle, indépendante et objective sur le fonctionnement, le système de gestion des risques et le système de contrôle interne de Spirica.

B.6 Fonction actuarielle

B.6.1 Travaux de la Fonction Actuarielle de l'entité

La Fonction Actuarielle (FA) de Spirica est organisée conformément aux exigences réglementaires Solvabilité II.

La Fonction Actuarielle de Spirica a pour principales missions :

- De coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- De garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- D'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- D'émettre un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- De contribuer au système de gestion des risques en particulier concernant la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital et de l'ORSA.

La fonction Actuarielle de Spirica intervient au sein des comités clés du système de gestion des risques de la compagnie. Elle soumet annuellement aux instances de gouvernance son rapport de la fonction actuarielle, qui recense :

- Ses conclusions sur la fiabilité et le caractère adéquat du calcul des provisions techniques prudentielles ;
- Tous les travaux conduits par la fonction actuarielle et leur résultat, en indiquant clairement toute défaillance et en émettant des recommandations sur la manière d'y remédier.

² Administrative Management or Supervisory Body (Conseil d'Administration)

B.7 Sous-traitance

B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du Groupe

La Politique de sous-traitance a pour objectif de :

- Définir ce qui est considéré comme relevant de la sous-traitance, notamment au regard des obligations liées à Solvabilité 2 ;
- Définir les critères permettant de qualifier une prestation d'externalisation en distinguant les externalisations « critiques ou importantes » de celles qui ne le sont pas selon les définitions de la réglementation assurantielle (directive Solvabilité 2 ; Orientations relatives à la sous-traitance à des prestataires de services en nuage de l'EIOPA) ainsi que de la réglementation bancaire (Arrêté du 3 novembre 2014 révisé ; Orientations relatives à l'externalisation de l'EBA) ;
- Fixer les principes généraux et les étapes principales du pilotage de la sous-traitance ;
- Identifier les responsabilités associées, y compris celle de « Pilote » des externalisations, fonction tenue par un cadre supérieur rendant compte directement à l'organe de direction et chargé de piloter le dispositif d'encadrement des externalisations ;
- Rappeler l'obligation d'information au superviseur de l'intention de sous-traiter les activités critiques ou importantes ;
- Décrire le dispositif de suivi et de contrôle associé à la sous-traitance.

B.7.2 Périmètre

La politique de sous-traitance s'applique à l'ensemble des domaines de sous-traitance de la compagnie, quelle que soit la direction prescriptrice.

La politique constitue un ensemble de principes directeurs qui s'appliquent à l'ensemble de la compagnie. Elle est revue annuellement et a été validée par le Conseil d'Administration de Spirica du 26 novembre juillet 2021.

La décision d'externalisation revient à chaque entité sur son périmètre d'activité.

B.7.3 Relation entre le Groupe et les filiales

Cette politique a été validée par le Conseil d'Administration de CAA. Le Responsable Fonction Clé Risques du Groupe CAA est en charge de sa mise en œuvre et de proposer les modifications nécessaires pour en assurer la mise à jour régulière.

Spirica a nommé un « Pilote » des externalisations pour la compagnie. Il a publié une politique d'externalisation, une stratégie d'externalisation et une procédure d'externalisation qui sont déployées localement.

La politique de sous-traitance est déclinée chez Spirica par le Pilote des externalisations, en lien avec le Responsable de Contrôle Permanent et des Risques (RCPR). Un suivi des prestations critiques ou importantes, à partir de la liste des activités déléguées mise à jour a minima sur base semestrielle, est effectué à chaque Comité des Risques et du Contrôle Interne (CRCI) de Spirica.

Le Groupe CAA a un rôle de coordinateur, avec l'établissement de principes communs complétant la politique de sous-traitance, visant à garantir une approche homogène au niveau du Groupe dans la définition des critères de qualification d'une nouvelle prestation (en particulier les critères de

qualification des opérations dites « critiques ou importantes »), mais aussi dans le suivi des prestations communes.

À ce jour, un clausier standard imposé par le Groupe Crédit Agricole s'applique à l'ensemble des contrats du Groupe et permet ainsi un respect des exigences réglementaires en matière de contractualisation avec les prestataires.

B.7.4 Cas des activités critiques ou importantes

Spirica externalise plusieurs activités dites critiques ou importantes. Cependant, la plus importante concerne un mandat de gestion de son portefeuille d'investissement, confié à Amundi (société de gestion du Groupe Crédit Agricole S.A. détenu majoritairement par le Groupe) ; leader de la gestion d'actifs financiers en France et en Europe qui offre une gamme complète de produits couvrant toutes les classes d'actifs et les principales devises.

Un Comité Stratégique Amundi/Spirica se tient trimestriellement pour le suivi des risques des opérations sous-traitées. D'autres comités sont également mis en place, notamment entre la direction des investissements et les gestionnaires de portefeuille, pour le suivi des différentes classes d'actifs.

C. PROFIL DE RISQUES

Le profil de risques de Spirica décrit par la suite dans cette section est établi à partir du processus d'identification des risques majeurs qui constitue l'outil permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la compagnie est exposée. Ce profil de risques est utilisé comme base de calcul du besoin en capital de Spirica qui sera lui-même développé ultérieurement dans la partie E. du rapport.

C.1 Introduction

Les principaux risques, marché et souscription vie (notamment rachat), liés à l'activité d'épargne, sont couverts par la formule standard. Celle-ci couvre également les autres risques techniques, moins significatifs à l'échelle de Spirica, ainsi que les risques opérationnels. Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance, si une déviation par rapport au cadre de gestion courante est observée, et sont analysés via des stress scénarios (risques de liquidité, stress immobilier...).

Le besoin en capital de Spirica (SCR) s'élève à fin 2021 à 293 855 milliers d'euros. Il est composé en grande partie par les exigences de capital au titre des risques de marché (79 %) et dans une moindre mesure des risques de souscription (15 %) et opérationnels (6 %).

Contribution des modules de la formule standard au SCR



avant diversification, et après absorption des pertes par les provisions techniques

C.2 Risque de souscription

Spirica, du fait de son unique activité d'Épargne, est exclusivement soumise au risque de souscription Vie ; celui-ci représente 15 % du SCR à fin 2021.

Le SCR de souscription enregistre une baisse de 27 % par rapport à 2020 en raison principalement de la baisse du SCR de baisse des rachats sur les fonds euro liée à la hausse des taux.

C.2.1 Exposition aux principaux risques

Risque de souscription Vie

Au travers de son activité d'Épargne, Spirica est exposée principalement au risque de rachats (par exemple, dérive des rachats qui peut se matérialiser notamment si le taux de participation aux bénéfices est jugé non concurrentiel par les assurés au regard des taux qu'ils pourraient obtenir sur le

marché) et dans une moindre mesure au risque de chargement, au risque de mortalité et de longévité. La manifestation de ce risque dans des conditions de marché défavorables pourrait impacter significativement le résultat et la solvabilité.

Le risque de souscription Vie constitue le second risque porté par Spirica et représente 15 % du SCR fin 2021, soit un montant total de 64 809 milliers d'euros. Plus stable par nature que le risque de marché, il bénéficie d'une meilleure diversification des risques matérialisée par un gain de diversification de 14 % soit 10 250 milliers d'euros à fin 2021.

C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Comme mentionné précédemment, en assurance-vie (Épargne), le principal risque identifié est le risque de rachat. La maîtrise de ce risque passe par une affectation maîtrisée des PAB concurrentielles et par une politique financière prudente.

Le dispositif de suivi du taux de rachats s'effectue à plusieurs niveaux :

- Les taux de rachats sont surveillés sur une base hebdomadaire au niveau métier et Direction Générale pour détecter les éventuelles dérives conjoncturelles. Si nécessaire, le dispositif de liquidités à court-terme peut être renforcé ;
- Un suivi trimestriel est opéré en comité ALM ;
- Un suivi trimestriel permet également de s'assurer que les taux de rachats Spirica restent conformes à ceux prévus au budget.

C.2.3 Principales concentrations

Les provisions techniques Vie sont toutes localisées en France. La totalité de l'activité de Spirica est en assurance-vie, avec une répartition à fin 2021 d'environ 51 % des provisions en euro et 49 % des provisions en UC (+4 points d'UC par rapport à fin 2020).

C.2.4 Sensibilités

Le principal risque de souscription porté par Spirica est le risque de rachat, dont la sensibilité est testée de manière directe, notamment lors des sensibilités effectuées sur l'actif (courbes de taux obligataires), complétées par la prise en compte de rachats massifs.

C.2.5 Risque de marché

Les risques de marché sont prédominants pour Spirica, du fait du montant important des actifs financiers en représentation des engagements vis-à-vis des assurés dans son activité d'épargne. À fin 2021, ils représentent 79 % du SCR.

Ils peuvent provenir de :

- Risques de taux ;
- Risques actions et immobilier ;
- Risques de change ;
- Risques de contrepartie, sous l'angle à la fois du risque de défaut (émetteurs des obligations en portefeuille, contreparties des opérations de gré à gré) et d'évolution du spread rémunérant le risque émetteur.

Exposition aux risques

Le risque de marché est issu, fin 2021, principalement des risques actions, immobilier et spread.

Les expositions aux obligations souveraines et corporate sont principalement liées à des émetteurs français. L'exposition au risque de change est marginale.

La faible exposition au risque de concentration reflète la politique de diversification en matière d'émetteurs mise en œuvre par le Groupe CAA, via le respect de limites de concentration, et appliquée par Spirica.

C.2.6 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Spirica applique le principe de la « personne prudente » lors de la réalisation de toute décision d'investissement ou de désinvestissement, en s'appuyant à la fois sur les analyses faites par la Direction des Investissements de CAA et sur les informations fournies par des prestataires externes (établissements financiers, gestionnaires d'actifs, agences de notation, etc.).

Cette gestion des investissements est réalisée dans le cadre d'appétence de Spirica et de ses diverses déclinaisons, dont le cadre de limites par émetteur, par rating, par concentration, etc.

Les différentes techniques de gestion et réduction des risques exposées ci-après relèvent également de la mise en application du principe de la personne prudente. De plus, des dispositifs ont été mis en place pour prévenir tout conflit d'intérêts (rôle de la Conformité de Spirica) et sécuriser le processus en cas de nouveau type d'investissement.

C.2.6.1 Risque de spread

Le risque de spread, correspondant au risque de défaut des contreparties, est encadré par le biais de limites sur la répartition des placements dans les différentes catégories de rating.

La mise sous surveillance de certains émetteurs (voire la cession de titres) relatifs au portefeuille Spirica est effectuée selon une liste commune au Groupe CAA.

L'analyse et le suivi rapproché du risque émetteur sont effectués par les équipes Risques d'Amundi (auquel est déléguée la gestion des portefeuilles). Des revues trimestrielles de portefeuille entre Spirica et Amundi (intégrant des thématiques sectorielles en lien avec l'environnement économique), complétées par des revues avec la Direction des Risques du Groupe CA S.A., permettent une gestion proactive des placements.

C.2.6.2 Risque de taux

Spirica dispose de différents leviers face aux mouvements de baisse ou hausse durable des taux d'intérêt. En effet, la baisse des taux pèse sur la rentabilité des investissements et peut impacter le résultat de la compagnie, le rendement courant du portefeuille ne permettant plus de prélever les marges sur contrats. La hausse des taux est, pour sa part, susceptible de créer un décalage entre le taux de rendement servi par l'assureur et celui attendu par les assurés, voire celui procuré par des placements d'épargne alternatifs, ce qui peut susciter des rachats anticipés et contraindre à vendre des actifs, notamment obligataires, en moins-values latentes.

Ces leviers consistent en :

- Une politique de PAB prudente et la constitution de réserves lorsque le rendement le permet. En 2021, la PPB s'élève à 80 342 milliers d'euros ;
- Une politique commerciale adaptée : par exemple, changement de clause de PAB déployé au deuxième semestre 2016 et sur les années 2017-2020, et lancement des nouveaux produits Fonds euro nouvelle génération et Croissance Allocation Long Terme fin 2020, ajustement du mix euro/UC, fidélisation des clients pour limiter des rachats anticipés ;
- L'ajustement de la duration de l'actif, en fonction de l'écoulement prévisionnel des passifs ;

- La conservation de liquidités ou d'actifs taux cessibles avec faible impact en plus ou moins-values ;

Spirica a mis en place un programme de couverture à la hausse des taux en 2018. Ce programme contient des instruments dérivés (options qui se déclenchent en cas de dépassement d'un seuil de hausse des taux).

Le tableau de bord ALM de Spirica comporte les indicateurs permettant de suivre ces leviers : taux de rendement moyen du portefeuille, encours de contrats par taux minimum garanti, dotations aux réserves, etc.

C.2.6.3 Risque actifs de diversification

Des limites sont imposées globalement aux investissements de diversification et individuellement à chaque classe d'actifs (actions, immobilier, private equity et infrastructures, gestion alternative).

Ces actifs, en effet, s'ils sont susceptibles de procurer une rentabilité supérieure et apporter de la décorrélation, induisent un risque de valorisation et de provisionnement comptable (provision pour dépréciation durable).

C.2.6.4 Risque de concentration

Le risque de concentration est maîtrisé par différents jeux de limites, calibrées selon la nature de la contrepartie :

- Le risque de concentration sur une même contrepartie financière ou industrielle : Spirica module les limites en fonction du rating, et les complète par une approche Groupe émetteur ;
- Les concentrations sur les souverains et assimilés : Spirica prend en compte le poids de la dette rapportée au PIB et la notation pays, avec un encadrement au cas par cas pour les souverains des pays périphériques de la zone euro ;
- Les limites sont suivies mensuellement afin de mettre en œuvre rapidement les mesures appropriées.

C.2.7 Concentration

Compte tenu de ces mesures de gestion, le SCR de concentration est marginal.

Au niveau de Spirica, le Groupe Caisse des Dépôts et Consignations ressort comme la première concentration.

Les investissements en actifs de diversification satisfont également à des règles de concentration unitaire et au sein d'une catégorie (poids des dix premières expositions « top 10 » par exemple pour l'immobilier physique).

C.2.8 Sensibilités

Des scénarios de stress relatifs aux risques financiers sont établis dans le cadre de l'ORSA et fournissent une vision prospective, sur l'horizon du business plan, des indicateurs de solvabilité, en intégrant les hypothèses de ce plan, en matière notamment de distribution de dividendes et de financement et en adaptant la collecte assurance-vie au comportement probable des assurés dans chacun des scénarios.

Lors de l'ORSA 2021, les scénarios de stress choisis, en lien avec le profil de risques de Spirica, ont consisté en :

- Scénario central (retenu pour le plan) ;
- Scénario de Stress Budgétaire CASA (retenu pour le plan) ;
- Scénario taux durablement négatifs (propre à l'assurance) ;
- Scénario Krach Obligataire (propre à l'assurance) ;
- Scénario stress immobilier (propre à Spirica).

Le scénario de Stress Budgétaire CASA serait le plus impactant pour le ratio de solvabilité de Spirica, car il combine des situations de baisse des actifs risqués (actions et immobilier) avec une baisse des taux.

Des analyses de sensibilités financières ont été également réalisées sur le ratio de solvabilité au 31 décembre 2021. Elles ont porté sur les principaux facteurs de risque pris isolément (actions, taux, spread), puis combinés.

Les hypothèses retenues sont décrites ci-après :

Sensibilités financières « stand-alone »

	Choc retenu
Actions	- 25 %
Volatilité Actions	+ 50 %
Hausse des taux	+ 50 bp
Baisse des taux	- 50 bp
Volatilité Taux	+ 30 %
Hausse des spreads govies	+ 75 bp
Hausse des spreads corporates	+ 75 bp
Immobilier	-25 %

Sensibilité financière combinée « baisse des taux »

	Choc Annuel	Choc Trimestriel
Actions	- 25 %	- 15 %
Taux	- 50 bp	- 25 bp
Immobilier	-10 %	-5 %

Le *ratio de solvabilité* de Spirica est sensible aux évolutions de taux (amélioration à la hausse, dégradation à la baisse). Il est également sensible à une baisse des actions, à une baisse de l'immobilier, à une hausse de la volatilité actions et aux stress adverses qui combinent baisse des taux, des actions et de l'immobilier.

C.3 Risque de contrepartie

C.3.1 Exposition aux risques

Le risque de défaut des contreparties constitue un risque mineur pour Spirica puisqu'il représente moins de 1 % de l'exposition aux risques à fin 2021.

L'exposition provient essentiellement des contreparties financières sur les instruments financiers à terme (défaut de la contrepartie à honorer ses engagements) utilisés en couverture ou sur les dépôts/liquidités en banque (défaut de la banque gestionnaire du compte de dépôt à honorer ses engagements).

C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Contreparties financières

Les liquidités ne sont généralement pas laissées sur les comptes courants, mais placées en OPCVM monétaires.

C.4 Risque de liquidité

C.4.1 Exposition aux risques

Spirica doit être en mesure de couvrir ses passifs exigibles, c'est-à-dire ses prestations, constituées des rachats et des décès. Le risque provient de l'éventualité d'avoir à concrétiser des moins-values pour y faire face (conditions défavorables de marché, choc de prestations). Ce risque, qui n'est pas quantifié dans la formule standard peut être appréhendé par différentes approches, détaillées dans la partie ci-après.

D'une part, la liquidité est un critère de sélection des investissements : majorité de titres cotés sur des marchés réglementés, limitation des actifs par nature moins liquides comme, par exemple, l'immobilier physique, le private equity, les obligations non notées, les titres de participation, la gestion alternative, etc.

D'autre part, des dispositifs de gestion de la liquidité, harmonisés au niveau du Groupe CAA, sont déclinés par Spirica, dans le cadre de sa gestion actif/passif, avec des indicateurs adaptés aux différents horizons (court terme, moyen terme, long terme).

Enfin, l'ORSA, par le biais du scénario de remontée rapide des taux complété par des rachats massifs, permet de tester la sensibilité de Spirica à la liquidité.

Pour Spirica, le risque de liquidité est maîtrisé et encadré à partir de deux dispositifs :

- Liquidité à long terme : suivi et limitation des gaps annuels de trésorerie, estimés sur le portefeuille en run-off, de manière à assurer la congruence entre les échéances à l'actif et les échéanciers des engagements au passif, à la fois en régime normal et en environnement stressé (vague de rachats/décès).
- Liquidité à moyen terme : calcul d'un indicateur dit « taux de réactivité à 2 ans », qui mesure la capacité à mobiliser des actifs courts ou à taux variable en limitant les impacts en termes de perte en capital. Cet indicateur est assorti d'un seuil minimum de 5 % pour être en mesure d'absorber une vague de rachats ; ce seuil passe à 10 % en cas de collecte nette négative.

Spirica analyse ses gaps de trésorerie afin d'identifier les éventuelles maturités à privilégier ou au contraire à éviter (excédent de tombées, avec risque de taux lors du remploi).

Spirica suit, à travers plusieurs reportings, le ratio de réactivité et sa comparaison par rapport au seuil limite. Spirica surveille également régulièrement les taux de rachat et les arbitrages entre les fonds euro et les supports en unités de compte, de manière à mettre en place, en cas de stress avéré, un suivi à fréquence très rapprochée.

En complément, Spirica a rédigé début 2019 un plan de gestion en cas de crise de rachats massifs. Ce document a pour principal objectif de définir la mise en œuvre des leviers d'actions, pour dégager

des liquidités dans les meilleurs délais à court terme ainsi qu'à moyen terme. Ce plan est mis à jour chaque année.

C.4.2 Sensibilités

Spirica a réalisé des stress visant à simuler des survenances de rachats massifs dans un contexte de hausse des taux et de moins-values latentes. Cette sensibilité a permis de confirmer la bonne calibration du seuil du taux de réactivité et la résistance de Spirica au stress de rachats en matière de liquidité.

C.5 Risque opérationnel

C.5.1 Exposition aux risques

Le besoin en capital au titre du risque opérationnel, calculé selon la méthodologie de la formule standard, s'établit à 28 360 milliers d'euros à fin 2021.

Le SCR opérationnel est très supérieur au coût financier réellement comptabilisé par Spirica lors de la survenance d'incidents (en référence aux incidents selon la typologie Bâle 3), qui est cumulé de 317 milliers d'euros depuis la mise en place du dispositif de suivi et alerte en 2012.

Les thématiques de risques les plus sensibles concernent, sur le plan de l'exécution des processus, le risque d'intermédiation lors de l'adossement des Unités de compte, qui peut se traduire par un gain ou une perte (selon l'évolution des marchés), la production de l'information financière et comptable, avec un enjeu majeur en termes de qualité des données, et de manière assez générale, la fraude (contrats, sinistres). Les dysfonctionnements informatiques, qui peuvent avoir des conséquences sur les délais de traitements et, également, altérer des données, sont généralement difficiles à valoriser. Une attention est aussi portée à la sécurité des biens et des personnes.

Les risques de non-conformité (recensés principalement dans la catégorie clients, produits et pratiques commerciales) constituent également un enjeu majeur, sur le plan du risque de réputation voire des sanctions auxquelles ils peuvent exposer, alors que le nombre de réglementations s'accroît et que le cadre réglementaire se durcit. Dans un contexte de renforcement de la réglementation (Directive sur la distribution de l'assurance, General Data Protection Regulation, loi Sapin 2, loi PACTE, quatrième directive notamment), et du projet de remédiation relatif aux sanctions internationales (OFAC), les principales thématiques ont trait à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, les sanctions internationales, la protection de la clientèle (traitement des réclamations, traitement des capitaux en déshérence). Spirica est vigilant à la bonne maîtrise de la distribution de ses produits par ses intermédiaires/partenaires, d'autant qu'une inflexion a été donnée en faveur des unités de compte. Par ailleurs, pour ses investissements en direct, Spirica doit être également vigilant au respect de la réglementation relative aux titres (franchissements de seuils par exemple, prévention des délits d'initiés...).

En 2021, 2 incidents opérationnels ont été déclarés par Spirica, représentant un coût net nul. Chaque incident concerné a fait l'objet d'un plan d'action correctif.

C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Spirica a mis en place un dispositif de gestion des risques opérationnels comprenant une cartographie des événements de risques (réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque et les conclusions des missions d'audit), une collecte des pertes opérationnelles et un dispositif de surveillance et d'alerte. Les risques considérés comme significatifs en résiduel (après prise en compte des éléments de maîtrise) font l'objet de plans d'action.

Le plan de continuité de l'activité (PCA) répond aux normes Groupe Crédit Agricole et couvre les scénarios de risques majeurs (destruction physique du site informatique, du site opérationnel d'un métier, notamment, et, l'attaque virale et la destruction massive logique de données). En complément, les tests d'intrusion réalisés chaque année permettent de limiter les risques liés à la sécurité informatique.

Les principaux risques liés aux systèmes d'information sont suivis dans le cadre des règles du Groupe Crédit Agricole, selon un dispositif en cours de centralisation et de renforcement au sein du Groupe CAA et décliné au niveau Spirica : enrichissement et alignement de la cartographie des risques informatiques étendue aux prestataires de services informatiques, déploiement de tableaux de bords et dispositifs de contrôles complétés, renforcement des dispositifs de gouvernance et de contrôle de la qualité des données.

Le dispositif de Conformité mis en place au sein de Spirica, incluant des comités nouvelles activités/nouveaux produits, permet de sécuriser les risques de non-conformité auxquels Spirica est exposée. Des instances de coordination auxquelles Spirica participe concourent au renforcement du pilotage de niveau Groupe CAA. La coordination des projets réglementaires qui concernent Spirica est coordonnée au niveau du Groupe CAA.

C.5.3 Sensibilités

Il n'existe pas de démarche par sensibilité au sein de Spirica pour les risques opérationnels.

Les impacts des risques opérationnels sont mesurés en termes d'image, de perte d'activité, d'impacts non financiers (sanctions par exemple) ou d'impacts financiers, à travers la cartographie des risques opérationnels. Celle-ci permet d'identifier les processus critiques, porteurs de risques importants, et les plans d'actions nécessaires pour en améliorer la maîtrise.

C.6 Autres risques significatifs

C.6.1 Exposition aux risques

C.6.1.1 Risque de réputation

Malgré sa distribution en marque blanche, l'image de Spirica reste importante pour la commercialisation par ses partenaires. En revanche, du fait de la distribution par des canaux alternatifs aux distributeurs dédiés du Groupe Crédit Agricole, Spirica est peu soumise au risque de réputation du Groupe Crédit Agricole. Le risque de réputation se matérialise essentiellement par un risque de rachats et est mesuré dans le scénario ORSA de Krach obligatoire.

C.6.1.2 Risque d'évolution de l'environnement légal

Les changements de normes du fait des évolutions juridiques et de l'environnement légal dans lequel opèrent les compagnies constituent également une source non négligeable de risques.

C.6.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

C.6.2.1 Risque de réputation

Spirica sécurise la création des nouveaux produits par la tenue systématique de comités Nouvelles Activités et nouveaux Produits, qui examinent les documents contractuels et commerciaux, les bagages de formation et outils d'aide à la vente destinés aux distributeurs.

Les actions de prévention en matière de réputation et d'image intègrent également des procédures de gestion des relations avec les tiers, notamment la presse, et une veille destinée à détecter

l'émergence du risque (presse, médias, réseaux sociaux, comparateurs, forums, etc.) et être en mesure d'organiser une réponse appropriée.

Le risque de réputation est également suivi à travers le dispositif de contrôle permanent des réclamations et à travers une recherche d'adverse news, pour certaines catégories de nos interlocuteurs.

C.6.2.2 Risque d'évolution de l'environnement réglementaire

La veille exercée par le Juridique et la Conformité, sur les évolutions de la réglementation notamment, qui s'alimente également de la veille au niveau du Groupe Crédit Agricole, permet d'en anticiper les impacts et de se préparer aux changements qu'elles peuvent induire.

C.6.3 Autres événements majeurs

Fin février 2022, les tensions entre la Russie et l'Ukraine ont débouché sur un conflit armé. L'ampleur et la durée de cette guerre, tout comme ses impacts économiques et financiers, sont évidemment difficiles à prévoir. Outre ses conséquences financières immédiates (aversion pour le risque, baisse des marchés d'actions, repli des taux des obligations les plus sûres, dont États-Unis et Allemagne, hausse de la volatilité), le conflit russo-ukrainien s'est traduit par une hausse sensible des cours matières premières pour les productions desquelles les belligérants sont des acteurs majeurs³. Dans un contexte d'incertitude très forte et d'érosion de la confiance, l'effet dépressif sur l'activité et l'augmentation des pressions inflationnistes déjà sensibles vont complexifier la tâche des banques centrales, tout particulièrement celle de la BCE.

³ Pétrole, gaz, céréales en premier lieu, mais aussi charbon, platine, aluminium, cuivre, nickel, argent, ou palladium.

D. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

D.1 Introduction

Le bilan prudentiel de Spirica est arrêté au 31 décembre 2021.

D.1.1 Principes généraux de valorisation

Le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

- Les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- Les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Spirica, qui établit ses comptes en normes françaises, utilise toutefois la norme IFRS comme pivot pour passer aux comptes en normes Solvabilité II.

Dans la plupart des cas, les normes IFRS permettent une valorisation à la juste valeur conforme aux principes de Solvabilité 2. Cependant, certaines méthodes de valorisation telles que le coût amorti ne peuvent être retenues pour la réalisation du bilan économique. Pour ces cas, le paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement Délégué prévoit d'autres méthodes de valorisation en accord avec le principe de valorisation économique prévue par l'article 75 de la Directive.

Les actifs visés au paragraphe a. sont évalués à leur valeur économique en respectant la hiérarchie de méthodes suivante :

- **Méthode 1** : Prix coté sur un marché actif pour un actif identique : un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale ;
- **Méthode 2** : Prix coté sur un marché actif pour un actif similaire en l'ajustant pour tenir compte de ses spécificités ;
- **Méthode 3** : Si aucun prix coté sur un marché actif n'est disponible, l'utilisation de techniques de valorisation sur la base d'un modèle (mark-to-model) ; les valeurs alternatives obtenues sont comparées, extrapolées, ou sinon calculées dans la mesure du possible à partir de données de marché. Il peut s'agir d'une méthode basée sur :
 - Des transactions portant sur des actifs similaires ;
 - Les revenus futurs actualisés générés par l'actif ;
 - Le calcul du coût de remplacement de l'actif.

Aucun ajustement visant à tenir compte de la qualité de crédit propre n'est apporté à la valorisation des passifs visés au paragraphe b.

D.1.2 Opérations en devises

Depuis le troisième trimestre 2020, Spirica investit en dollars américains sur des placements obligataires. Ces placements en devises sont couverts à 100 %. De plus, des opérations en devises

peuvent apparaître à l'intérieur des fonds d'investissement détenus par Spirica. La Fonction Risques effectue un suivi du risque de change à l'aide des inventaires transparisés de ces fonds.

D.1.3 Compensation des actifs et des passifs

Spirica compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

D.1.4 Utilisation de jugements et estimations dans la préparation du bilan prudentiel

Les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Elles servent de base à l'exercice du jugement nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement par d'autres sources.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- Les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- Les modifications de la réglementation ou de la législation ;
- Le comportement des assurés ;
- Les changements démographiques.

Les placements financiers sont valorisés au cours de clôture et les opérations réalisées au cours du dernier mois ayant un impact sur le résultat sont prises en compte.

D.2 Actifs

Tableau des valeurs S2 (Actifs)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur S2
	31/12/2021
Goodwill (Création de valeur)	-
Coûts d'acquisition différés	-
Immobilisations incorporelles	-
Impôts différés à l'actif	-
Excédent lié aux pensions de retraite	-
Immobilier d'exploitation, matériel et équipement détenus hors SCI	473
Placements (autre les actifs détenus sur des fonds indiciaires ou des contrats en UC)	6 752 989
Actifs en représentation de contrats en unités de comptes ou de contrats indexés sur des fonds	5 211 353
Prêts et prêts hypothécaires	80 084
Créances pour espèces déposées auprès des cédantes	-
Créances d'assurance et des intermédiaires	5 341
Créances de réassurance	-
Créances (financières, non liées à l'assurance)	378 889
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 494
Autres actifs	-
Total Actif	12 462 624

Les principales variations de l'actif entre les normes françaises et Solvabilité 2 s'expliquent par :

- La réévaluation en valeur de marché des actifs financiers comptabilisés au coût amorti (350 603 milliers d'euros) ;
- L'élimination des actifs incorporels : logiciels (8 723 milliers d'euros).

D.2.1 Actifs incorporels et frais différés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs identifiables non monétaires et sans substance physique. Un actif est considéré comme identifiable s'il peut être vendu ou transféré séparément, ou bien s'il a pour origine des droits contractuels ou d'autres droits juridiques. Les principales immobilisations incorporelles sont les logiciels, les goodwill et les valeurs de portefeuilles d'assurance.

L'article 12 du Règlement Délégué précise les modalités de valorisation des immobilisations incorporelles et des goodwill.

Selon ces modalités, les actifs incorporels sont valorisés à zéro dans le bilan prudentiel. Les actifs incorporels (hors goodwill) peuvent toutefois être reconnus dans le bilan prudentiel pour une valeur non nulle si :

- Ils sont identifiables ;
- L'entreprise peut obtenir les bénéfices économiques futurs liés à ces actifs ;
- Ils ont une valeur disponible sur un marché actif.

Dans ce cas uniquement, ils sont évalués à leur juste valeur dans le bilan prudentiel.

Ainsi, des logiciels développés pour les besoins propres de la société auraient une valeur nulle dans le bilan économique Solvabilité 2, n'étant, a priori, pas cessibles.

Au sein des actifs incorporels, les retraitements entre le bilan social et le bilan prudentiel consistent à éliminer les actifs incorporels, sauf s'ils peuvent être évalués à une juste valeur constatée sur un marché actif.

Pour les actifs incorporels qui correspondent à la valeur des portefeuilles de contrats d'assurance, l'ensemble des flux futurs de trésorerie relatifs aux contrats est intégré dans le calcul du best estimate qui est présenté au passif du bilan Solvabilité 2.

Pour Spirica, aucun actif incorporel n'est maintenu dans le bilan S2.

D.2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent à des actifs physiques que l'entreprise entend utiliser au-delà de la clôture de l'exercice comptable en cours et qui sont destinés :

- Soit à être utilisé par l'entreprise dans la production ou la fourniture de biens ou de services ;
- Soit à être loué à des tiers ;
- Soit à des fins de gestion interne.

Ils sont de deux natures : l'immobilier d'exploitation et l'immobilier de placement.

D.2.2.1 Immobilier d'exploitation

L'immobilier d'exploitation est constitué par les terrains, les immeubles et les agencements de ceux-ci utilisés par la société dans le cadre de son activité : production ou fourniture de biens et services, tâches administratives.

Les immeubles d'exploitation sont comptabilisés en coût amorti en normes françaises et sont donc réévalués (à partir d'une valeur d'expert) pour produire le bilan prudentiel, car, en Solvabilité 2, ils sont évalués à leur valeur économique. Au 31 décembre 2021, Spirica n'en détient pas, et les petits mobiliers ne sont pas réévalués pour produire le bilan prudentiel.

D.2.2.2 Immobilier de placement

L'immobilier de placement se définit par opposition à l'immobilier d'exploitation en ce qu'il est détenu par l'entreprise afin de lui rapporter un certain rendement et une plus-value au moment de sa revente.

Selon les principes prudentiels, les immeubles de placement sont évalués à leur valeur économique. La valeur d'expertise peut constituer une estimation de cette valeur.

D.2.3 Instruments financiers

Selon le règlement d'exécution (UE) 2015/2450, annexe I, les placements des sociétés d'assurance sont présentés par nature dans le bilan prudentiel (immobilier d'exploitation, immobilier de placement, actions, obligations, fonds d'investissement, prêts, actifs en représentation des contrats en unités de compte, etc.).

Les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur historique en normes françaises et sont valorisés à la juste valeur dans le bilan économique sous Solvabilité II.

Afin de répondre aux principes prudentiels de valorisation, les retraitements suivants sont ainsi apportés :

- Actifs comptabilisés à la juste valeur dans le bilan : pas de retraitement pour ces actifs, qui sont déjà évalués à la juste valeur ;
- Actifs comptabilisés au coût dans le bilan social : ces placements sont réévalués à leur valeur économique.

D.2.3.1 Cas particulier des participations

Dans le bilan prudentiel, en adéquation avec les articles 9, 13 et 15 du Règlement Délégué, Spirica a retenu pour principe de valorisation s'il n'existe pas de cotation sur un marché actif :

- Les participations dans des sociétés d'assurance sont évaluées selon la méthode de mise en équivalence ajustée. Cette méthode consiste à valoriser la participation sur la base de l'excédent des actifs sur les passifs réévalués selon les principes de la directive Solvabilité 2.
- Les participations dans des sociétés non-assurantielles sont évaluées selon la méthode de mise en équivalence ajustée sur la base de l'actif net réévalué IFRS, retraité de la valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

D.2.3.2 Instruments dérivés

Spirica a mis en place un programme de couverture à la hausse des taux en 2018. Ce programme contient des instruments dérivés (options qui se déclenchent en cas de dépassement d'un seuil de hausse des taux). Fin 2020, Spirica a investi dans des obligations en devises couvertes à 100 % par des swaps de devises.

D.2.3.3 Pensions et prêts de titres

Les titres mis en pension ou prêtés font l'objet d'un traitement similaire à celui utilisé en normes françaises. Les titres prêtés ou mis en pension restent comptabilisés au bilan prudentiel. Les fonds reçus en contrepartie de la mise en pension de titres sont présentés en trésorerie et la dette financière en dettes envers les établissements de crédit ou en dettes financières autres que les dettes envers les établissements de crédit.

D.2.3.4 Placements en représentation des contrats en unités de compte

Ces placements sont identifiés sur une ligne spécifique du bilan prudentiel. Étant déjà comptabilisés en valeur de marché en normes françaises, ils ne font pas l'objet d'une revalorisation dans le bilan prudentiel.

D.2.4 Actifs d'impôts différés

En application de l'article 15 du règlement délégué, un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'entreprise disposera de bénéfices imposables futurs (autres que ceux déjà pris en compte par ailleurs dans le bilan prudentiel) sur lesquels ces différences temporelles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La reconnaissance et la valorisation des impôts différés dans le bilan économique suivent les règles définies dans IAS 12. Les impôts différés comptabilisés dans le bilan prudentiel résultent :

- De différences temporelles (notamment liées à l'application de la juste valeur) entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale des actifs et passifs ;
- Des crédits d'impôts et déficits reportables non utilisés.

D.2.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le bilan prudentiel, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur, conformément aux principes de valorisations des actifs et des passifs énoncés à l'article 75 de la Directive.

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. En pratique, compte tenu du caractère de court terme de ces instruments, juste valeur et coût amorti sont des montants jugés proches. C'est donc la valeur calculée selon la norme pivot IFRS qui est retenue.

D.3 Provisions techniques

D.3.1 Synthèse des provisions techniques

Les tableaux ci-après présentent une décomposition des meilleures estimations des provisions techniques ainsi que d'une comparaison des provisions techniques normes françaises et celles évaluées selon l'approche prudentielle.

Synthèse des provisions Solvabilité 2 Spirica

(en milliers d'euros)	2021		
	Épargne Euro	Epargne UC	Total
BEL Brut	5 987 051	5 077 351	11 064 402
Marge pour risque	25 757	33 662	59 419
Total Provisions techniques	6 012 808	5 111 013	11 123 821

(en milliers d'euros)	Valeur S2
Provisions techniques — Vie (excluant la santé et celles incluses dans un indice ou dans un contrat en UC)	6 012 808
Provisions techniques — incluses dans un indice ou dans un contrat en UC	5 111 013
Total Provisions techniques	11 123 821

Tableau comparant les provisions techniques en normes Solvabilité 2

Provisions techniques S2 (k€)	Normes locales à la maille S2	Variation de périmètre	Réévaluation des provisions techniques	Reclassement	Valeur S2
Provisions techniques - Vie (excluant la santé et celles incluses dans un indice ou dans un contrat en UC)	5 625 444		387 363		6 012 807
Provisions techniques - incluses dans un indice ou dans un contrat en UC	5 215 567		-104 554		5 111 013
Total Provisions techniques	10 841 011		282 809		11 123 820

Le passage des normes françaises à une évaluation en meilleure estimation et en marge de risque des provisions techniques entraîne :

- Une hausse des engagements euro de 387 363 milliers d'euros ;
- Une baisse des engagements UC de 104 554 milliers d'euros

D.3.2 Principes de valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité

La valeur des provisions techniques sous Solvabilité 2 correspond à la somme des meilleures estimations (« BE » ou Best Estimate) des provisions et de la marge pour risque (« RM » ou Risk Margin).

La meilleure estimation représente la plus juste estimation des engagements envers les assurés et est calculée :

- En cohérence avec les informations de marché disponibles à la date de l'évaluation ;
- En adoptant une approche objective et fiable et ;
- En respectant le cadre réglementaire en vigueur localement.

La marge pour risque correspond à un montant de provision complémentaire à la meilleure estimation, calculé de manière à ce que le montant total de provision inscrit au bilan corresponde à celui qu'exigerait une entité de référence pour honorer les engagements à la charge de l'assureur. La marge pour risque est calculée directement nette de réassurance.

Ainsi les provisions Solvabilité 2 se distinguent des provisions normes françaises ou IFRS par l'actualisation systématique des flux de trésorerie, la valorisation des options et garanties financières (taux garantis, participation au bénéfice, rachats, etc.) et la prise en compte d'une marge de risque explicite.

D.3.3 Segmentation

La valorisation des provisions techniques repose sur l'assignation d'un engagement d'assurance à une ligne d'activité qui reflète la nature des risques relatifs à cet engagement. La forme juridique de l'engagement n'est pas nécessairement déterminante pour la nature du risque.

Par ailleurs, si une police couvre des engagements d'assurance sur plusieurs lignes d'activités, l'assignation à chaque ligne d'activités n'est pas requise si une seule des lignes d'activités est matérielle.

Dans le cadre de la segmentation de leurs engagements d'assurance, Spirica regroupe les contrats par catégorie homogène, de façon à ce que les risques des contrats individuels soient parfaitement reflétés : cela conduit à une représentation des engagements similaire à celle obtenue dans le cadre d'estimation contrat par contrat.

D.3.4 Comptabilisation initiale

Les engagements sont reconnus sur la base de l'engagement de l'assureur, soit parce que le contrat est signé, soit parce que le contrat ne pourra pas être dénoncé par l'assureur.

D.3.5 Principes généraux d'évaluation de la meilleure estimation (BE)

D.3.5.1 Évaluation — Flux de trésorerie

La meilleure estimation brute de réassurance est calculée comme la valeur actuelle des flux futurs probables des prestations envers les assurés et des frais de gestion encourus pour l'administration de ces engagements jusqu'à leur terme, diminués des primes à recevoir au titre des contrats en portefeuille et des éventuels recours.

La projection des flux de trésorerie intègre des hypothèses sur le comportement des assurés et les décisions de gestion de la direction. Ces hypothèses portent notamment sur les rachats, la politique de participation aux bénéfices, la politique d'allocation d'actif.

L'ensemble de ces hypothèses fait l'objet d'une documentation et d'une validation par la direction de l'entité.

D.3.5.2 Évaluation des agrégations des contrats en Groupes de risques homogènes

Les contrats sont analysés sur une base unitaire et projetés ainsi en ligne à ligne pour la partie déterministe.

Sur l'activité épargne euro, un regroupement est ensuite réalisé pour prendre en compte les scénarios économiques stochastiques. Des Groupes de risques homogènes sont alors constitués en fonction du canton du contrat.

D.3.5.3 Évaluation — Frontière des contrats

La date « frontière » du contrat se définit comme la première des dates à laquelle :

- L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de mettre fin au contrat ;
- L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de refuser les primes ;

- L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de modifier les primes ou les garanties de manière à ce que les primes versées reflètent totalement le risque.

Les primes versées après la date « frontière » d'un contrat d'assurance/de réassurance et les engagements associés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation.

Indépendamment des dispositions précédentes, aucune prime future n'est prise en compte dans le calcul de la meilleure estimation dès lors qu'un contrat ne prévoit pas :

- L'indemnisation d'un événement affectant défavorablement l'assuré de manière matérielle ;
- De garantie financière matérielle.

Pour Spirica, aucune prime future des produits d'épargne n'est reconnue pour les contrats, car l'assuré n'a pas d'engagement à les verser.

D.3.5.4 Évaluation — Participation aux bénéfices

La participation aux bénéfices (PB) est intégrée dans les flux de trésorerie modélisés pour valoriser les meilleures estimations des provisions.

Les PB modélisées respectent les contraintes réglementaires locales et contractuelles et font l'objet d'hypothèses stratégiques revues par le management de Spirica.

Ainsi pour Spirica, le respect de la règle de participation aux bénéfices minimum dans les projections est vérifié et documenté.

D.3.5.5 Évaluation — Options et garanties

Les contrats d'assurance-vie incluent des options et garanties financières. La valeur de la meilleure estimation inclut l'impact de ces options et garanties dès lors qu'elles ont un impact matériel.

Des méthodes de simulations stochastiques sont utilisées pour cette valorisation.

Les principales options valorisées par Spirica sont :

- L'option de rachat dans les contrats d'épargne ou de retraite ;
- Les taux minimums garantis et les taux techniques ;
- Les clauses de participations aux bénéfices contractuelles ;
- La garantie plancher des contrats en unités de compte.

D.3.5.6 Évaluation — Frais

La projection des flux de trésorerie utilisée pour calculer la meilleure estimation tient compte de l'ensemble des frais suivants :

- Les charges administratives ;
- Les frais de gestion des investissements ;
- Les frais de gestion des sinistres ;
- Les frais d'acquisition.

Les frais généraux encourus pour la gestion des engagements d'assurance sont également pris en compte. Conformément à l'article 7 du règlement délégué, les projections de frais sont fondées sur l'hypothèse que l'entreprise souscrira de nouveaux contrats à l'avenir.

Suivant les orientations de l'EIOPA relatives au niveau de détail de l'attribution des frais, Spirica alloue les frais au niveau des Groupes de risques homogènes avec comme maille a minima les lignes d'activités (LoB) retenues dans la segmentation des engagements d'assurance.

Les frais exceptionnels ainsi que tout autre retraitement justifiable sont déduits de l'assiette de frais utilisée pour la détermination des coûts unitaires. Les frais d'administration sont ajustés en cours de projection du taux d'inflation.

Le niveau de commissionnement retenu pour les calculs reflète l'ensemble des accords de commissionnement en vigueur à la date d'évaluation.

D.3.5.7 Évaluation — Actualisation

Spirica utilise à des fins de valorisation la courbe des taux, le CRA et le VA communiqués par l'EIOPA.

Le CRA ou Credit Risk Adjustment est un ajustement qui permet de prendre en compte le risque de crédit.

Le VA ou ajustement pour volatilité est une prime contra-cyclique qui permet d'ajuster le taux sans risque des variations des spreads corporate et souverains. Il permet de réduire l'impact des variations des spreads sur la volatilité du ratio de solvabilité. Pour plus d'informations sur l'impact du VA sur les provisions techniques ainsi que sur les fonds propres et le besoin réglementaires en capital, se référer au QRT S.22.01.21 en annexe du présent document.

La solvabilité de Spirica n'est pas remise en cause en cas d'annulation de la correction pour volatilité.

Les autres mesures transitoires proposées dans le cadre de Solvabilité 2 ne sont pas utilisées par Spirica.

D.3.6 Marge de risque (Risk Margin)

La marge pour risque correspond au coût du capital immobilisé pour une tierce partie qui reprendrait les engagements de Spirica.

La marge pour risque est évaluée en actualisant le coût annuel généré par l'immobilisation d'un capital équivalent au SCR de référence sur la durée de vie résiduelle des engagements utilisée pour le calcul de la meilleure estimation. Le coût du capital est fixé à 6 % par an.

La marge pour risque est calculée au global pour Spirica, mais est ensuite ventilée par ligne d'activité Solvabilité 2. Cette ventilation est réalisée proportionnellement au SCR de souscription provenant de chaque ligne d'activité.

D.4 Autres passifs

D.4.1 Provisions et passifs éventuels

Valeurs Solvabilité 2 pour les passifs hors provisions techniques

(en milliers d'euros)	Valeur S2
	31/12/2021
Passifs éventuels	-
Provisions autres que les provisions techniques	53
Engagements de retraite	470
Dépôts provenant des réassureurs	-
Impôts différés au passif	8 390
Dérivés — au passif	1 118
Dettes dues aux établissements de crédit	-
Passifs financiers autres que les dettes dues aux établissements de crédit	-
Dettes d'assurance et des intermédiaires	42 286
Dettes de réassurance	54
Dettes (financières, non liées à l'assurance)	713 167
Dettes subordonnées	158 292
Autres passifs, non présents dans les autres catégories du passif	1 661
Total Passif hors provisions techniques	925 491

Les ajustements sur les autres passifs sont limités et concernent des réévaluations à conséquences faibles en montant. Les principales variations concernent les dettes subordonnées incluses dans les fonds propres pour un montant de 1 426 milliers d'euros suite à la réévaluation en valeur de marché, et l'élimination des surcotes obligataires dues au passage des obligations en valeur de marché.

Provisions autres que passifs éventuels

Les « provisions pour risques et charges » sont comptabilisées dans le référentiel Solvabilité 2 si la probabilité de sortie de ressources est supérieure à 50 % (sinon il s'agit d'un passif éventuel). Elles sont évaluées à leur valeur économique, sur la base des flux financiers futurs probables actualisés. La valeur IFRS (coût amorti du passif) est considérée comme une approximation acceptable de la valeur Solvabilité 2, dès lors que l'échéance du passif intervient dans l'année qui suit la date d'arrêt. Aucun retraitement de la valeur IFRS n'est alors réalisé pour parvenir à la valeur dans le bilan Solvabilité 2.

Passifs éventuels

L'article 11 du Règlement Délégué prévoit que les passifs éventuels soient valorisés dès lors qu'ils sont importants, l'importance de ces derniers étant appréciée sur le fait que les informations relatives à leur taille ou leur nature influencent la prise de décision ou le jugement des destinataires de ces informations.

Les passifs éventuels, non comptabilisés au bilan en normes françaises, sont comptabilisés au bilan prudentiel, dès lors qu'ils sont significatifs et qu'ils peuvent être évalués de manière fiable.

Ainsi, le critère de probabilité d'une sortie de ressources n'est pas retenu comme un élément conditionnant la comptabilisation ou non d'un passif éventuel comme en normes françaises, mais

comme un élément intégré dans la valorisation de la valeur probabilisée du passif. Aucun passif éventuel n'a été comptabilisé dans le bilan économique de Spirica.

D.4.2 Provisions pour retraite

Spirica a retenu la valorisation des engagements selon IAS 19, car la norme prévoit un mode d'évaluation cohérent avec une évaluation économique. Les engagements comptabilisés au titre des régimes à prestations définies sont présentés nets de la juste valeur des actifs du régime.

D.4.3 Passifs financiers

Les passifs financiers sont valorisés au coût amorti en normes françaises et à la juste valeur dans le bilan Solvabilité 2. Toutefois, l'effet des variations du risque de crédit propre n'est pas pris en compte.

Les principales catégories de passifs financiers devant faire l'objet d'une revalorisation à la juste valeur (hors effet des variations du risque de crédit propre, i.e. prise en compte du taux sans risque courant à la date d'arrêté et du spread à la date d'émission) sont les dettes à moyen long terme : dettes subordonnées et dettes senior de financement.

Au niveau de Spirica, il s'agit essentiellement des dettes subordonnées émises par Spirica et souscrites par CAA.

Ces dettes subordonnées sont évaluées au coût amorti dans les comptes sociaux et revalorisées à la juste valeur (hors effet des variations du risque de crédit propre). Le classement retenu est le suivant pour les dettes subordonnées émises par Spirica :

- Un titre de capitaux propres bénéficiant, dans Solvabilité 2, de la clause de grandfathering (i.e. fonds propres de niveau 1 en période transitoire, puis de niveau 2 au-delà de la période transitoire) ou ;
- Un titre de capitaux propres de niveau 2.

Pour les autres passifs financiers, par simplification, la valeur IFRS (coût amorti du passif) est considérée comme une approximation acceptable de la valeur Solvabilité 2, dès lors que l'échéance du passif intervient dans l'année qui suit la date d'arrêté. Aucun retraitement de la valeur IFRS n'est alors réalisé pour parvenir à la valeur dans le bilan Solvabilité 2.

D.4.4 Méthodes de valorisation alternatives

Les titres faisant l'objet d'une valorisation avec la méthode AVM (Alternative Valuation Method) représentent 42 % du montant total des actifs de Spirica, les actifs immobiliers sont majoritairement concernés par cette méthode de valorisation alternative. Ne bénéficiant pas d'un marché actif, l'utilisation d'une méthode de valorisation alternative a donc été retenue et permet ainsi de minimiser l'incertitude de valorisation.

E. GESTION DES FONDS PROPRES

E.1 Fonds propres

E.1.1 Politique de gestion des fonds propres

Spirica a mis en place une politique de gestion des fonds propres, qui est déclinée de la politique du Groupe CAA. Elle définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres, ainsi que le processus de financement de Spirica.

Cette politique de gestion des fonds propres s'intègre dans le cadre d'appétence au risque et est validée annuellement par le Conseil d'administration de Spirica.

La politique de gestion du capital de Spirica a été conçue de façon à intégrer la réglementation applicable aux compagnies d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomérats financiers, ainsi que les objectifs propres du Groupe CAA.

Le pilotage des fonds propres de Spirica, au même titre que celui du Groupe Crédit Agricole Assurances, est assuré de façon à :

- Respecter les exigences réglementaires de solvabilité ;
- Participer à l'optimisation des fonds propres au niveau du Groupe Crédit Agricole ;
- Respecter le cadre d'appétence aux risques.

La politique de gestion des fonds propres de Spirica intègre les facteurs de risques spécifiques prépondérants. Le niveau de fonds propres par rapport au capital requis de Spirica est adapté à son profil de risque, à son activité, au niveau de maturité de son activité et à sa taille.

Chaque année, le pilotage des fonds propres se matérialise par la validation du Plan de gestion du capital en conseil d'administration. Ce plan prévoit le planning et la nature des opérations financières sur l'année en cours et à horizon du plan à moyen terme (3 ans). Il s'appuie sur les résultats de l'ORSA et prend en compte l'impact des échéances de dette subordonnée, de la politique de dividende, de la fin des mesures transitoires sur les dettes subordonnées et de toute autre évolution des fonds propres.

Spirica s'assure du respect de ce plan de gestion du capital, de sa position de solvabilité (ratios MCR et SCR) par rapport à la zone d'appétence au risque de la compagnie avec notamment les QRT trimestriels.

E.1.2 Fonds propres disponibles

E.1.2.1 Composition et évolution des fonds propres disponibles

Les fonds propres de Spirica sont principalement des fonds propres de niveau 1 (80 % des fonds propres disponibles). Tous les éléments de fonds propres sont des fonds propres de base.

Le montant des fonds propres disponibles de Spirica au 31 décembre 2021 s'élève à 555 056 milliers d'euros (en hausse de 15 % par rapport à 2020). La part des fonds propres de niveau 1 non restreint s'élève à 396 764 milliers d'euros (en hausse de 32 % par rapport à 2020), composée principalement :

- Du capital social (231 045 milliers d'euros) ;
- De la réserve de réconciliation (94 016 milliers d'euros) ;
- Des fonds excédentaires, composés de la provision pour participation aux bénéficiaires (PPB) pour 71 195 milliers d'euros.

L'arrêté du 24 décembre 2019 relatif aux fonds excédentaires en assurance-vie permet de qualifier la PPB en fonds excédentaires répondant aux exigences de Tier 1 pour les calculs Solvabilité 2. L'ACPR a publié le 27 janvier 2020 des instructions pour le calcul du montant économique de fonds excédentaires issu du montant comptable de PPB admissible pour un organisme d'assurance.

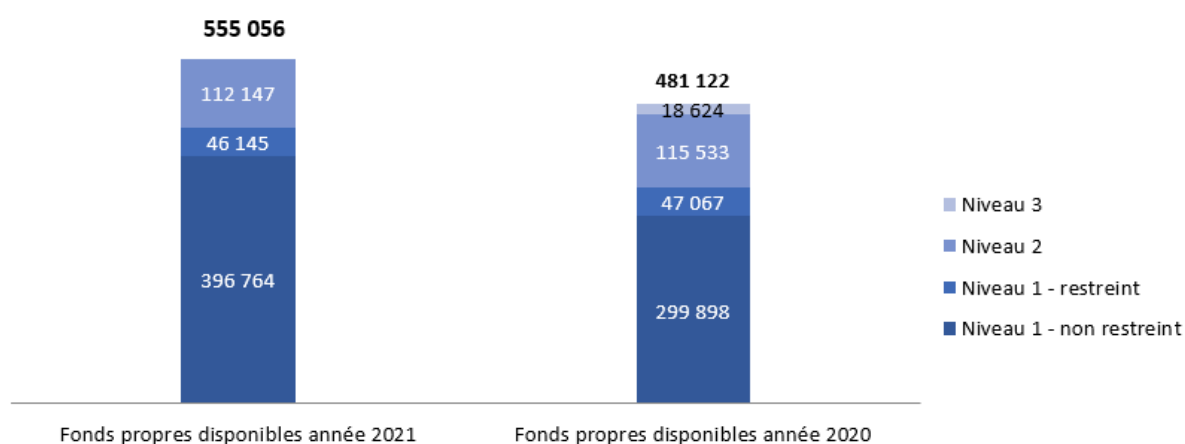
Pour pouvoir être considérés comme fonds excédentaires en couverture du capital de solvabilité requis, les bénéfices attribués aux assurés et inclus dans la provision pour participation aux bénéfices (PPB) doivent être disponibles à un horizon d'un an.

Spirica a retenu la méthode de la valorisation économique simplifiée pour le calcul du montant de fonds excédentaires.

Les dettes subordonnées sont classées en niveau 1 restreint pour 46 145 milliers d'euros, et en niveau 2 pour 112 147 milliers d'euros.

Les fonds propres de niveau 3 sont nuls fin 2021.

Composition des fonds propres disponibles par niveau (en milliers d'euros)



Les fonds propres de niveau 1 ont augmenté entre 2020 et 2021 notamment en raison de :

- La hausse des marges futures sur les fonds euro liée à la hausse des taux ;
- L'augmentation des marges futures UC ;
- La baisse de la marge pour risque liée à la hausse des taux.

Ces éléments ont été en partie contrebalancés par les effets négatifs suivants :

- La baisse des plus-values sur fonds propres ;
- La baisse de la valeur économique de la PPB liée à la hausse des taux.

Du fait de la hausse de la réserve de réconciliation, Spirica passe en situation nette d'impôts différés passifs. Ainsi, les fonds propres de niveau 3 qui correspondent aux impôts différés actifs nets sont nuls fin 2021.

Les principes de comptabilisation des impôts différés sont présentés dans le paragraphe D.2.4.

Lorsque le bilan de la compagnie se trouve en situation d'impôts différés nets actif, il est porté en fonds propres Tier 3 un montant égal à l'IDA net dans la limite de 15 % du SCR (Spirica n'ayant pas de fonds propres Tier 3 autres que ceux provenant de l'IDA). Ces fonds propres sont justifiés par l'existence d'une convention d'intégration fiscale entre Spirica et crédit Agricole S.A., société de tête du Groupe fiscal du Crédit Agricole. Selon cette convention, la charge d'impôt supportée par Spirica, au titre de chaque exercice d'intégration, est identique à celle qu'elle aurait eue à constater si elle avait été imposée séparément. En cas de déficit généré par Spirica au titre d'un exercice, Crédit Agricole S.A., en sa qualité de tête de Groupe, versera à Spirica l'économie d'impôt sur les sociétés et contributions assimilées réalisées par le Groupe fiscal du fait de l'imputation effective de ce déficit sur le résultat d'ensemble du Groupe.

E.1.2.2 Dettes subordonnées

La politique de gestion des fonds propres permet l'émission de dettes subordonnées auprès de Crédit Agricole Assurances.

En 2021, il n'y a pas eu de mouvement sur les dettes subordonnées.

Les titres subordonnés disposent des clauses contractuelles standards et ne prévoient pas de mécanisme d'absorption des pertes.

Les dettes éligibles dans les fonds propres Solvabilité 2 au titre des clauses de « grand père » représentent un montant total de 31 065 milliers d'euros. Cet instrument, émis avant le 17 Janvier 2015, est inclus dans les fonds propres et classé en niveau 1 restreint.

(en milliers d'euros)	2021				
	Émetteur	Mesure transitoire	Maturité légale	Prochaine date d'appel	Montant
Niveau 1	Spirica	oui	Perpétuelle	17/12/2025	31 065
	Spirica	non	Perpétuelle	27/09/2024	15 080
Sous-total					46 145
Niveau 2	Spirica	non	17/12/2030		28 701
	Spirica	non	23/12/2045	23/12/2025	20 724
	Spirica	non	23/03/2046	23/03/2026	42 205
	Spirica	non	27/09/2048	27/09/2028	20 517
Sous-total					112 147
Total Général					158 292

Au 31 décembre 2021, la valorisation des dettes subordonnées baisse de 4 308 milliers d'euros.

E.1.2.3 Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation peut constituer une composante significative des fonds propres. Au 31/12/2021, elle s'élève à 94 016 milliers d'euros. La réserve de réconciliation est constituée des éléments suivants :

Décomposition de la réserve de réconciliation (k€)

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2021	31/12/2020
Excédent d'actif sur passif	413 312	332 772
Actions propres (détenues directement et indirectement)	-	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	16 548	14 250
Autres éléments de Fonds Propres de Base	302 748	327 134
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux FP cantonnés	-	-
Réserve de réconciliation	94 016	(8 612)

E.1.2.4 Réconciliation avec les fonds propres en normes françaises

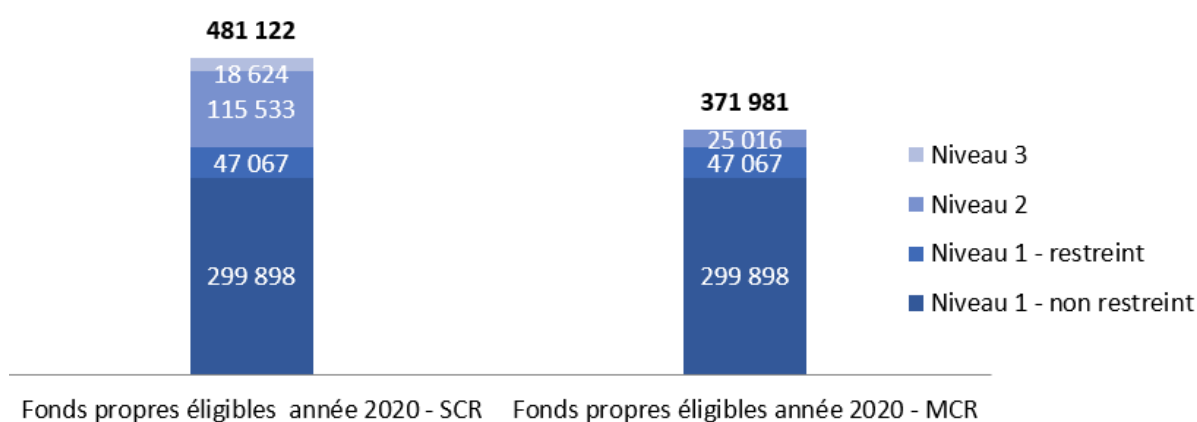
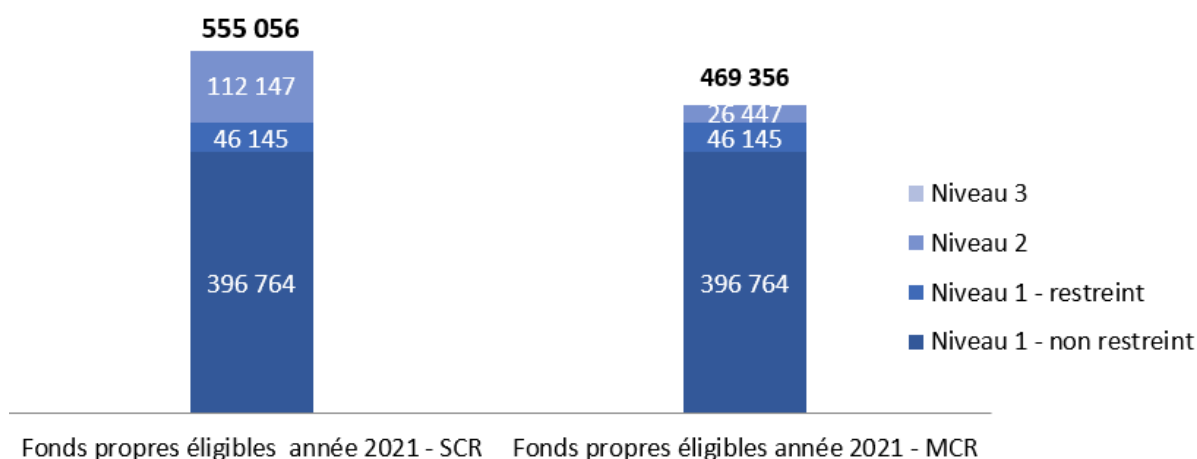
Les fonds propres de Spirica tels qu'ils apparaissent dans les états financiers en normes françaises en 2021 s'élèvent à 313 351 milliers d'euros. L'écart avec les fonds propres S2 (excédent des actifs S2 par rapport aux passifs S2) provient principalement de :

- L'annulation des immobilisations incorporelles pour 8 723 milliers d'euros ;
- La mise à la juste valeur des actifs financiers pour 350 603 milliers d'euros ;
- La mise à la juste valeur des provisions techniques pour 354 005 milliers d'euros ;
- La mise à la juste valeur des dettes subordonnées pour 1 426 milliers d'euros.

E.1.3 Fonds propres éligibles

Les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR s'élèvent à 555 056 milliers d'euros et à 469 356 milliers d'euros pour couvrir le MCR au 31 décembre 2021.

Composition des fonds propres éligibles par niveau (en milliers d'euros)



La différence entre les fonds propres éligibles et les fonds propres disponibles à la couverture du SCR est liée à l'application des limites quantitatives applicables aux éléments de fonds propres de niveau 3.

E.2 Capital de solvabilité requis (SCR)

L'évaluation de l'exigence en capital réglementaire (SCR) au niveau de Spirica est réalisée en appliquant la formule standard en s'appuyant sur les directives européennes Solvabilité 2 et Omnibus 2 transposées en droit français, ainsi que sur le règlement délégué et les notices ACPR. Aucune mesure transitoire n'a été retenue par Spirica dans le cadre de l'évaluation du SCR.

Comme prévu par la réglementation, le calcul du SCR de Spirica est effectué à partir des instructions transmises par CAA (« Normes SCR Groupe CAA »). Ce document précise les principes régissant la mise en œuvre des calculs solo via la formule standard, en s'appuyant sur les directives européennes Solvabilité II et Omnibus 2 transposées en droit français, ainsi que sur le règlement délégué et les notices ACPR.

Conformément au Code des Assurances, la courbe des taux d'intérêt utilisée pour calculer les provisions techniques au 31 décembre 2021 prend en compte l'ajustement par le risque de crédit (CRA de -10 bps) et le Volatility Adjustment (VA de +3 bps).

La capacité d'absorption par les impôts différés s'élève à -102 336 milliers d'euros au 31/12/2021. Pour justifier de la prise en compte de cet ajustement, Spirica s'est appuyé sur le mécanisme d'intégration fiscale du Groupe Crédit Agricole. Selon la Convention d'intégration fiscale entre Crédit

Agricole S.A. et Spirica, la charge d'impôt supportée par la société Spirica, au titre de chaque exercice d'intégration, est identique à celle qu'elle aurait eue à constater si elle avait été imposée séparément. En cas de déficit généré par Spirica au titre d'un exercice, Crédit Agricole S.A., en sa qualité de tête de Groupe, versera à Spirica l'économie d'impôt sur les sociétés et contributions assimilées réalisées par le Groupe fiscal du fait de l'imputation effective de ce déficit sur le résultat d'ensemble du Groupe.

Au 31 décembre 2021, le SCR de Spirica s'élève à 293 855 milliers d'euros, en hausse de 6 % par rapport à fin 2020. Le risque de marché est le risque majeur pour Spirica, il contribue à hauteur de 79 % au besoin en capital. Les risques de souscription vie contribuent à hauteur de 15 % du besoin en capital.

F. ANNEXES – QRTs

La liste des QRTs suivante et applicable à Spirica est fournie en annexe de ce rapport :

S.02.01.02	Bilan
S.05.01.02	Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
S.05.02.01	Primes, sinistres et dépenses par pays
S12.01.02	Provisions techniques vie et santé SLT
S.22.01.21	Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
S.23.01.01	Fonds propres
S.25.01.21	Capital de solvabilité requis — pour les Groupes qui utilisent la formule standard
S.28.01.01	Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'Assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

En milliers d'euros

		Valeur Solvabilité 2
Actifs		C0010
Immobilisations incorporelles	R0030	-
Actifs d'impôts différés	R0040	-
Excédent du régime de retraite	R0050	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	473
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	6 752 989
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	106 025
Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	372 352
Actions	R0100	143 772
Actions — cotées	R0110	143 772
Actions — non cotées	R0120	-
Obligations	R0130	4 199 681
Obligations d'État	R0140	725 818
Obligations d'entreprise	R0150	3 428 684
Titres structurés	R0160	39 708
Titres garantis	R0170	5 471
Organismes de placement collectif	R0180	1 930 919
Produits dérivés	R0190	241
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	-
Autres investissements	R0210	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	5 211 353
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	80 084
Avances sur police	R0240	80 084
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	-
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	-
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	-
Non-vie hors santé	R0290	-
Santé similaire à la non-vie	R0300	-
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	-
Santé similaire à la vie	R0320	-
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	-
Vie UC et indexés	R0340	-
Dépôts auprès des cédantes	R0350	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	5 341
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	-
Autres créances (hors assurance)	R0380	378 889
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	33 494
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	-
Total de l'actif	R0500	12 462 624

En milliers d'euros

Passifs		Valeur
		Solvabilité 2
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	-
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	-
Meilleure estimation	R0540	-
Marge de risque	R0550	-
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	-
Meilleure estimation	R0580	-
Marge de risque	R0590	-
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	6 012 807
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	-
Meilleure estimation	R0630	-
Marge de risque	R0640	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	6 012 807
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	-
Meilleure estimation	R0670	5 987 051
Marge de risque	R0680	25 757
Provisions techniques UC et indexés	R0690	5 111 013
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	-
Meilleure estimation	R0710	5 077 351
Marge de risque	R0720	33 662
Passifs éventuels	R0740	-
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	53
Provisions pour retraite	R0760	470
Dépôts des réassureurs	R0770	-
Passifs d'impôts différés	R0780	8 390
Produits dérivés	R0790	1 118
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	42 286
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	54
Autres dettes (hors assurance)	R0840	713 167
Passifs subordonnés	R0850	158 292
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	158 292
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	1 661
Total du passif	R0900	12 049 312
Excédent d'actif sur passif	R1000	413 312

S.05.01.02 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance-vie						Engagements de réassurance vie		Total
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances-vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
<i>En milliers d'euros</i>		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises										
Brut	R1410	-	655 416	819 545	-	-	-	-	-	1 474 961
Part des réassureurs	R1420	-	-	74	-	-	-	-	-	74
Net	R1500	-	655 416	819 471	-	-	-	-	-	1 474 887
Primes acquises										
Brut	R1510	-	655 416	819 545	-	-	-	-	-	1 474 961
Part des réassureurs	R1520	-	-	74	-	-	-	-	-	74
Net	R1600	-	655 416	819 471	-	-	-	-	-	1 474 887
Charge des sinistres										
Brut	R1610	-	435 123	192 663	-	-	-	-	10 626	638 412
Part des réassureurs	R1620	-	-	46	-	-	-	-	-	46
Net	R1700	-	435 123	192 617	-	-	-	-	10 626	638 366
Variation des autres provisions techniques										
Brute — Assurance directe et réassurance acceptée	R1710	-	(366 729)	(946 019)	-	-	-	-	9 696	(1 303 052)
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R1800	-	(366 729)	(946 019)	-	-	-	-	9 696	(1 303 052)
Dépenses engagées	R1900	-	49 882	75 170	-	-	-	-	664	125 716
Autres dépenses	R2500	-	-	-	-	-	-	-	-	3 303
Total des dépenses	R2600	-	-	-	-	-	-	-	-	129 019

S.05.02.01 Primes, sinistres et dépenses par pays

		Pays de domiciliation	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance-vie					Total
			C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	
<i>En milliers d'euros</i>								
Primes émises								
Brut	R1410	1 474 961	-	-	-	-	-	1 474 961
Part des réassureurs	R1420	74	-	-	-	-	-	74
Net	R1500	1 474 887	-	-	-	-	-	1 474 887
Primes acquises								
Brut	R1510	1 474 961	-	-	-	-	-	1 474 961
Part des réassureurs	R1520	74	-	-	-	-	-	74
Net	R1600	1 474 887	-	-	-	-	-	1 474 887
Charge des sinistres								
Brut	R1610	627 786	10 626	-	-	-	-	638 412
Part des réassureurs	R1620	46	-	-	-	-	-	46
Net	R1700	627 740	10 626	-	-	-	-	638 366
Variation des autres provisions techniques								
Brute	R1710	(1 312 748)	9 696	-	-	-	-	(1 303 052)
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R1800	(1 312 748)	9 696	-	-	-	-	(1 303 052)
Dépenses engagées	R1900	125 052	664	-	-	-	-	125 716
Autres dépenses	R2500	-	-	-	-	-	-	3 303
Total des dépenses	R2600	-	-	-	-	-	-	129 019

		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances-vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé		
				Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties
En milliers d'euros		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-			-			-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	-	-			-			-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Meilleure estimation brute	R0030	5 904 939		-	5 077 351		-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	-		-	-		-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	5 904 939		-	5 077 351		-	-	-
Marge de risque	R0100	25 757	33 662			-			-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	-	-			-	-	-	-
Meilleure estimation	R0120	-		-	-		-	-	-
Marge de risque	R0130	-	-			-			-
Provisions techniques — Total	R0200	5 930 695	5 111 013			-			-

		Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
					Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
		C0100	C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
<i>En milliers d'euros</i>									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-			-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	-	-	-			-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Meilleure estimation brute	R0030	82 112	11 064 402		-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	-	-		-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	82 112	11 064 402		-	-	-	-	-
Marge de risque	R0100	-	59 419				-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	-	-				-	-	-
Meilleure estimation	R0120	-	-		-	-	-	-	-
Marge de risque	R0130	-	-				-	-	-
Provisions techniques — Total	R0200	82 112	11 123 820				-	-	-

S.22.01.21 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact de la mesure transitoire sur les provisions techniques	Impact de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	11 123 820	-	-	5 617	-
Fonds propres de base	R0020	555 056	-	-	(4 085)	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	555 056	-	-	(4 085)	-
SCR	R0090	293 855	-	-	2 165	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	R0100	469 356	-	-	(3 891)	-
Minimum de capital requis	R0110	132 235	-	-	974	-

		Total	Niveau 1 — non restreint	Niveau 1 — restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
<i>En milliers d'euros</i>						
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	231 045	231 045		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	508	508		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	-	-		-	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	-		-	-	-
Fonds excédentaires	R0070	71 195	71 195			
Actions de préférence	R0090	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	R0130	94 016	94 016			
Passifs subordonnés	R0140	158 292		46 145	112 147	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2	R0220	-				
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	R0290	555 056	396 764	46 145	112 147	-
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	-			-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	-			-	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320	-			-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	-			-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	-			-	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	-			-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	-			-	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	-			-	-
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	-			-	-
Total fonds propres auxiliaires	R0400	-			-	-

		Total	Niveau 1 — non restreint	Niveau 1 — restreint	Niveau 2	Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	555 056	396 764	46 145	112 147	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	555 056	396 764	46 145	112 147	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	555 056	396 764	46 145	112 147	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	469 356	396 764	46 145	26 447	
Capital de solvabilité requis	R0580	293 855				
Minimum de capital requis	R0600	132 235				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	189 %				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	355 %				

<i>En milliers d'euros</i>		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	413 312
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	16 548
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	302 748
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	-
Réserve de réconciliation	R0760	94 016
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	-
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	-
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	-

S.25.01.21 Capital de solvabilité requis — pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications
<i>En milliers d'euros</i>		C0110	C0120
Risque de marché	R0010	905 832	-
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	6 700	
Risque de souscription en vie	R0030	97 430	-
Risque de souscription en santé	R0040	-	-
Risque de souscription en non-vie	R0050	-	-
Diversification	R0060	(73 181)	
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	-	
Capital de solvabilité requis de base	R0100	936 780	

Calcul du capital de solvabilité requis		C0100
Risque opérationnel	R0130	28 360
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	(568 948)
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	(102 336)
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	-
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	293 855
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	-
Capital de solvabilité requis	R0220	293 855

Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	-
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	-

Capital de solvabilité requis — Approche du taux d'imposition		C0130
Approche basée sur le taux d'impôt moyen	R0590	-

Capital de solvabilité requis — Calcul de la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés		C0130
Capacité d'absorption des pertes — Impôts différés	R0640	(102 336)
Capacité d'absorption des pertes justifiée par la réversion des IDP	R0650	-
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés justifiée par des probables bénéfices futurs imposables	R0660	(102 336)
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés justifiée par report, année courante	R0670	-
Capacité d'absorption des pertes par les impôts différés justifiée par report, années futures	R0680	-

uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

		C0010	
Résultat MCRL		R0010	-
<i>En milliers d'euros</i>		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	-	-
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	-	-
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	-	-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	-	-
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	-	-
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	-	-
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	-	-
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	-	-
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	-	-
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	-	-
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	-	-
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	-	-
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	-	-
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	-	-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	-	-
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	-	-

S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR) — Activité d'assurance ou de réassurance vie

2/2

uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040		
Résultat MCRL	R0200	192 171		
<i>En milliers d'euros</i>				
			Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/des véhicules de titrisation)
			C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices — Prestations garanties	R0210		5 257 936	
Engagements avec participation aux bénéfices — Prestations discrétionnaires futures	R0220		729 114	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230		5 077 351	
Autres engagements de (ré) assurance-vie et de (ré) assurance santé	R0240		-	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré) assurance-vie	R0250			-

Calcul du MCR global

<i>En milliers d'euros</i>		C0070
MCR linéaire	R0300	192 171
Capital de solvabilité requis	R0310	293 855
Plafond du MCR	R0320	132 235
Plancher du MCR	R0330	73 464
MCR combiné	R0340	132 235
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 700
Minimum de capital requis	R0400	132 235